



Secrétariat parlementaire  
Ratssekretariat

## **10<sup>e</sup> procès-verbal du Conseil de ville / 10. Stadtratsprotokoll**

**Séance du mercredi 1<sup>e</sup> juillet 2015 à 18h00**

**Sitzung vom Mittwoch, 1. Juli 2015, 18.00 Uhr**

**Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg**

**Ort: Stadtratssaal in der Burg**

---

### **Présents / Anwesend:**

Arnold Marc, Arnold Niels, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Bohnenblust Peter, Bord Pascal, Bösch Andreas, Briechle Dennis, Dillier Adrian, Donzé Pantazis Chantal, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Fischer Pascal, Frank Lena, Freuler Fritz, Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Grupp Christoph, Güdel Martin, Gugger Reto, Güntensperger Nathan, Gurtner-Oesch Sandra, Hadorn Werner, Hamdaoui Mohamed, Haueter Joël, Jean-Quartier Caroline, Känzig Urs, Kaufmann Stefan, Külling Urs, Leuenberger Bernhard, Molina Franziska, Moser Peter, Morandi Marcel, Ogi Pierre, Paronitti Maurice, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Ritter Jeremias, Scherrer Martin, Schor Alfred, Simon Fatima, Steinmann Alfred, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Thomke Friedrich, Trchsel Alessandro, Treu Hervé, Vuille André, Wendling Cécile, Wiher Max

### **Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:**

Cadetg Leonhard, Habegger Markus, Löffel Christian, Pauli Mélanie, Pichard Alain, Schneider Sandra, Strobel Salome, Wiederkehr Martin

### **Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:**

Fehr Erich, maire de Bienne

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert, Barbara, Steidle Silvia

### **Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:**

-

### **Présidence / Vorsitz:**

Suter Daniel, président du Conseil de ville

### **Secrétariat / Sekretariat:**

Klemmer Regula, seécrétaire parlementaire

<b>Affaires traitées / Behandelte Geschäfte</b>	<b>Page/Seite</b>
111. Approbation de l'ordre du jour .....	376
112. Communications du Bureau du Conseil de ville .....	377
• Décompte de la compétence de la CDG .....	377
113. Approbation des procès-verbaux (15 et 16 octobre 2014 / n <sup>os</sup> 12 et 13).....	377
114. Élection d'un membre au sein de la Commission spéciale "Révision totale du Règlement du personnel et du système salarial" (CRS) .....	377
115. 20140256 Institutions culturelles / Contrats de prestations pour la période 2016-2019 / Message .....	377
116. 20150026 Qualité des repas livrés en liaison froide dans les écoles à journée continue .....	380
117. 20150077 Approbation de crédits additionnels à la charge du compte annuel 2014 .....	383
118. Compte annuel 2014.....	386
• Discussion générale .....	386
• Mairie.....	394
119. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20150228, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, "Action arbitraire de la Direction de la for- mation, de la culture et du sport" .....	396
• Direction des finances .....	396
• Direction de l'action sociale et de la sécurité .....	397
• Direction de la formation, de la culture et du sport .....	399
• Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement .....	401
• Comptes spéciaux .....	402
120. Rapport de gestion 2014 de l'Administration municipale biennoise .....	403
• Administration générale .....	403
• Mairie.....	405
• Direction des finances .....	405
• Direction de l'action sociale et de la sécurité .....	405
• Direction de la formation, de la culture et du sport .....	405
• Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement .....	406
121. Rapport d'activités 2014 de la Commission de gestion.....	406
122. Rapport d'activités 2014 de la Commission PPP .....	407
123. 20150155 Contrôle des prestations 2014 de la société CTS S.A. ....	408
124. 20150151 Transports publics biennois (TPB) / Rapport de gestion et compte annuel 2014 .....	410
125. 20150159 Contrôle des prestations 2014 de la société Parking Bienne S.A. .	413
126. 20150144 Rapport d'activités 2014 d'Énergie Service Biel/Bienne.....	414
127. 20140281 Modification partielle de la réglementation fondamentale en ma- tière de construction de la Ville de Bienne dans le secteur "Rue Karl-Neu- haus 3" .....	416
128. Discours d'adieux.....	420
129. Nouvelles interventions .....	422

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Je vous souhaite la bienvenue à la 10<sup>ème</sup> séance du Conseil de ville.

### 111. Approbation de l'ordre du jour

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Suite à l'arrivée tardive de Monsieur Fehr, nous traiterons l'affaire 20140281 Modification partielle de la réglementation fondamentale en matière de construction de la Ville de Bienne dans le secteur "Rue Karl-Neuhaus 3" après l'affaire 20150159 Rapport d'activités 2014 d'Energie Service Biel/Bienne. La Motion 20140292, Peter Moser et Cécile Wendling, "Centre-ville plus attrayant II (ou "Sauver le centre-ville")" est renvoyée au mois de septembre. Le Postulat 20150036, Salome Strobel, "La compensation intégrale des pertes fiscales dues à la réforme de l'imposition des entreprises III doit être garantie par la loi!" est renvoyé au mois d'août à la demande de l'intervenante Madame Strobel. Le Postulat 20140368, Pascal Bord, "Pour une meilleure répartition des charges entre les postes de travail financés par la Ville et ceux par le Canton" est également renvoyé à une date ultérieure.

**Sutter Andreas, Fraktion BVP/CVP/BDP:** Le Groupe PPB/PDC/PBD aimerait traiter le Postulat interpartis 20140265, Reto Gugger, Martin Scherrer, Andreas Sutter, "Bienne, ville du sport pour toutes et tous!" demain, si possible. Eine Gruppe Jugendlicher würde sich gerne vor dem Eingang der Hochschule der Künste (HKB) zeigen und Flugblätter verteilen.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Je propose d'ajouter un nouveau point à l'ordre du jour, selon l'art. 31, lettre e, du Règlement du Conseil de ville (RDCo151.21) qui s'intitule "Élection d'un membre au sein de la Commission spéciale "Révision totale du Règlement du personnel et du système salarial" (CRS)". Ce siège revient au Groupe socialiste, suite à la démission de Monsieur Ogi (PSR). Pour ajouter ce point à l'ordre du jour, nous devons voter et il faut une majorité de deux tiers pour le faire.

### Vote

- sur le rajout d'un point à l'ordre du jour: Élection d'un membre au sein de la Commission spéciale "Révision totale du Règlement du personnel et du système salarial" (CRS)

**La proposition est acceptée avec une majorité de deux tiers.**

**L'ordre du jour est approuvé avec ces modifications.**

**112. Communications du Bureau du Conseil de ville**

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Je vous informe qu'il est prévu de faire une double séance en août, le 19 et le 20.

**Décompte de la compétence de la CDG**

**Klemmer Regula, Ratssekretärin:** Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 25. Juni 2015 die folgende **Abrechnung** der Präsidialdirektion **in eigener Kompetenz und einstimmig genehmigt:**

- 20070167, Die Stadt Biel unterstützt die Organisation des Eidgenössischen Turnfestes 2013

**113. Approbation des procès-verbaux (15 et 16 octobre 2014 / n<sup>os</sup> 12 et 13)**

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Aucune proposition de modification ou de correction n'a été transmise au Secrétariat parlementaire dans le délai imparti, soit 5 jours avant la séance du Conseil de ville.

**Les procès-verbaux n<sup>os</sup> 12 et 13 sont approuvés tacitement.**

**114. Élection d'un membre au sein de la Commission spéciale "Révision totale du Règlement du personnel et du système salarial" (CRS)**

**Augsburger-Brom Dana, Fraktion SP:** Die Fraktion SP schlägt als Ersatz für Herrn Ogi Herrn Niels Arnold vor.

**Vote**

Est élu à la Commission spéciale "Révision totale du Règlement du personnel et du système salarial" (CRS):

**Monsieur Niels Arnold, SP**

**115. 20140256 Institutions culturelles / Contrats de prestations pour la période 2016-2019 / Message**

**Pittet Natasha, au nom de la Commission de gestion:** Le Conseil de ville a déjà discuté et voté les contrats de prestations qui lui ont été soumis le 23 avril dernier. Ces contrats ne sont pas l'objet du débat de ce soir. C'est le message y relatif qui est soumis au Conseil de ville pour approbation. Le Conseil de ville a renvoyé le

message au Conseil municipal pour y ajouter notamment les décisions prises le 23 avril 2015 au sujet de l'assainissement des finances. Ce message a subi des modifications formelles pour être conforme à la nouvelle pratique en la matière, qui sera appliquée à d'autres objets soumis au peuple à la même date. Cette uniformité ne peut être qu'approuvée. Ensuite, les corrections demandées ont été effectuées, notamment les paragraphes sur les intentions générales du Conseil municipal dans le domaine culturel ont été biffées et une explication du processus de l'assainissement durable des finances (NHS), tel que pratiqué dans cette enceinte, a été ajoutée. Enfin, les arguments de l'opposition ont été brièvement mentionnés. La Commission de gestion approuve cette nouvelle version du message tout en regrettant ce processus quelque peu boiteux, qui constitue à soumettre une deuxième fois un message au Conseil de ville. Aux yeux de la Commission de gestion, il faudrait plutôt à l'avenir utiliser l'institution d'une Commission de rédaction, qui fonctionne très bien. La Commission de gestion vous invite à approuver le projet de message.

**Bohnenblust Peter, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU:** Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU dankt für die Überarbeitung der Botschaft. Sie wird dem Stadtrat sogar im neuen Layout präsentiert. Das ist sinnvoll. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU erlaubt sich, **redaktionelle Änderungsanträge zu stellen**, welche auf den Tischen aufliegen.

**Dillier Adrian, Groupe UDC/Les Confédérés: Le Groupe UDC/Les Confédérés propose de remplacer** dans le chapitre 8, «Arguments pour et contre le projet» "*Le Théâtre et Orchestre Bienne Soleure (TOBS) sert une culture élitiste dont ne profite qu'une minorité de la population, qui plus est vieillissante*" par "**Le Théâtre et Orchestre Bienne Soleure (TOBS) reçoit 4 millions de fr. de subventions de la Ville de Bienne chaque année, ce qui est disproportionné par rapport au nombre modeste de visiteuses et visiteurs. Le grand public n'en tire aucun avantage.**". Il ne s'agit pas de condamner une partie des bénéficiaires des prestations du TOBS. Il s'agit davantage de mettre le doigt sur le fait, qu'une petite partie de la population profite des bienfaits du TOBS et ceci avec un montant de subventions de 4 mio. fr. par an, ce qui est le plus gros bloc des subventions de la Ville. Il est donc essentiel pour le Groupe UDC/Les Confédérés, que ceci soit mis comme argument-clé dans le message. En plus, notre groupe soutien les propositions d'amendements du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU.

**Steinmann Alfred, Fraktion SP:** Die Fraktion SP begrüsst die angepasste Botschaft. Die stadträtlichen Beschlüsse zu den NHS-Massnahmen wurden eingebracht. Die aufliegenden Änderungsanträge konnte ich noch nicht vollständig durchlesen. Ich finde, sie wurden den Stadtratsmitgliedern etwas spät vorgelegt. Dazu kann ich mich noch nicht definitiv äussern. Ich werde aber nicht alle unterstützen können.

**Freuler Fritz, Grüne:** Ich habe **zwei kleine Änderungsanträge:**

Der zweitletzte Paragraph von Kapitel 5, Seite 6 des vorliegenden Berichts, sollte wie folgt angepasst werden: "*Der Stadtrat hat sich dennoch die Möglichkeit vorbehalten, bis Oktober 2016 Sparvorschläge* **Kürzungsanträge für die Leistungsabgeltungen mittels parlamentarischer Vorstösse zu unterbreiten.**" Dieser Ausdruck wird auch in den Leistungsverträgen verwendet. Der darauf folgende Paragraph von Kapitel 5, Seite 6 des vorliegenden Berichts, müsste wie folgt angepasst werden:

*"Dementsprechend hat der Gemeinderat in den Leistungsverträgen mit den Institutionen TOBS und NMB Vorbehalte eingebaut, welche bei allfälligen Sparbeschlüssen des Kürzungen der Leistungsabteilungen durch den Stadtrat zur Anwendung kämen [...]"*

**Baltzer Niklaus, SP:** Die Argumente der Befürwortenden und der Gegnerschaft sind im Moment sprachlich sehr unterschiedlich abgefasst und senden eine ganz andere Botschaft. **Ich beantrage daher, die Argumente der Befürwortenden mit folgendem kleinen Satz zu ergänzen**, der die Würdigung der Institutionen durch die Befürwortenden hervorheben soll: **"Sie würdigen die grosse regionale Bedeutung der Institutionen."**

### Votes

- sur la proposition du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU de rédiger le message selon le texte déposé sur les tables

### Les propositions sont acceptées.

- sur la proposition du Groupe UDC/Les Confédérés de modifier le chapitre 8, "Arguments pour et contre le projet"

### La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Monsieur Freuler de changer les deux derniers paragraphes du chapitre 5 "Conséquences financières"

### La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Monsieur Baltzer d'ajouter une phrase au chapitre 8 "Arguments pour et contre les objets"

### La proposition est acceptée.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Toutes les propositions ont été votées. Nous passons maintenant au vote final.

### Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 20 mai 2015 concernant «Institutions culturelles / Contrats de prestations pour la période 2016–2019 / Message», et s'appuyant sur l'art. 36, al. 2 du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville arrête:

Le projet de message du Conseil de ville à l'attention des ayants droit au vote biennois est approuvé avec des modifications.

## 116. 20150026 Qualité des repas livrés en liaison froide dans les écoles à journée continue

**Sutter Andreas, GPK:** In diesem Geschäft geht es im Wesentlichen um die Qualität der Mahlzeiten an den Bieler Tagesschulen und KITAs. Die Mahlzeiten können auf drei Arten zubereitet werden, die in Biel alle angewandt werden. Erstens kann direkt vor Ort frisch gekocht werden. Zweitens gibt es die sogenannte warme Linie, bei der die Mahlzeiten von der Zubereitung bis zum Verzehr warmgehalten werden. Drittens gibt es die sogenannte Regeneration (kalte Linie), bei der Mahlzeiten zubereitet, kalt transportiert und vor Ort erwärmt werden. Die Lebensmittel- und Gebrauchsgüterverordnung (LGV / SR 817.02) regelt klar, dass erwärmte Speisen nicht wiederverwertet, selbst nicht an Schweine verfüttert werden dürfen, weshalb Speisereste bei der warmen wie auch der kalten Linie entsorgt werden müssen. Das ist aber heute Abend nicht das Thema, sondern es geht im Wesentlichen um die kalte Linie. Zu diesem Thema wurde eine städtische Initiative "*Für eine gesunde Ernährung*" eingereicht, welche die kalte Linie verbieten möchte. Allerdings hält das Initiativkomitee nicht stur an dieser Forderung fest, es ist aber überzeugt, dass mit der kalten Linie die in der Initiative geforderte Qualität nicht erreicht werden kann. Am 19. September 2012 hat der Stadtrat die Lieferung von Mahlzeiten an die Tagesschulen der Stadt Biel durch einen Dritten bewilligt. Heute arbeitet die Stadt Biel mit dem Mahlzeitenlieferanten SV AG zusammen, welcher die Mahlzeiten in Basel zubereitet. Seither werden 60% der Bieler Tagesschulen und KITAs vom Mahlzeitenlieferanten SV AG beliefert. Eine Umfrage zeigt, dass sowohl die kalte als auch die warme Linie grösstenteils zufrieden stellen. In seinem Bericht erklärt der Gemeinderat einerseits, weshalb die Initiative nicht in allen Details rechtsgültig erklärt werden konnte. Andererseits stellt er in Aussicht, den Vertrag mit dem Mahlzeitenlieferanten SV per 31. Juli 2016 zu kündigen und die kalte Linie neu auszuschreiben. So könnte eventuell auch ein regionaler Anbieter zum Zug kommen. Soweit ich informiert bin, gibt es jetzt regionale Anbieter. Ob diese aber zum Zug kommen, muss das Ausschreibungsverfahren zeigen. Schlussendlich wird der Preis ausschlaggebend sein, die gute Qualität muss vorausgesetzt werden. Der Preis war meines Wissens seinerzeit auch der Grund, weshalb der Mahlzeitenlieferant SV AG zum Zug kam und nicht ein lokaler Anbieter. Der Stadtrat kann vom vorliegenden Bericht Kenntnis nehmen, aber nicht darüber befinden. Natürlich könnte er das ganze Geschäft auch zurückweisen, was die GPK aber nicht empfiehlt. Die GPK hofft vielmehr, dass der Gemeinderat den Vertrag mit dem Mahlzeitenlieferant SV AG erst nach dem heutigen Stadtratsentscheid kündigen wird. Sollte der Gemeinderat bereits einen entsprechenden Beschluss gefasst haben, wäre dies gegenüber dem Stadtrat keine noble Geste.

**Frank Lena, Fraktion Grüne:** Die Fraktion Grüne dankt dem Gemeinderat für den vorliegenden Bericht. Dass der Vertrag mit dem Mahlzeitenlieferanten SV AG gekündigt werden soll, ist aus ihrer Sicht richtig. Nun gilt es, die Initiative "*Für eine gesunde Ernährung*" umzusetzen. Die Mahlzeiten des Lieferanten SV AG entsprechen nicht den gestellten Ansprüchen. Gestützt auf die Vorgaben der Initiative muss nun ein Ausschreibungsverfahren durchgeführt werden. Darauf ist die Fraktion Grüne gespannt. Die Annahme der Initiative ist ein Teilerfolg. Die Kündigung des Vertrags, sofern diese erfolgt, wäre ein weiterer Teilerfolg. Qualitativ hochstehendes Essen und gesunde Mahlzeiten sind ein wichtiger Beitrag für die Gesundheit der

Bevölkerung. Im Bericht wird die kalte Linie als prinzipiell günstiger dargestellt. Das ist ein weit verbreiteter Mythos, der faktisch nicht bewiesen ist.

**Tanner Anna, Fraktion SP:** Ich danke der GPK für die Zusammenfassung. Herr Sutter hat bereits viele wichtige Details genannt. Auch die Fraktion SP empfiehlt, den vorliegenden Bericht zur Kenntnis zu nehmen. Ein mittels Initiative zum Ausdruck gebrachtes Bedürfnis der Bevölkerung soll nun umgesetzt werden. Aus Sicht der Fraktion SP sollte der Mahlzeitendienst ökologischer werden. Die bisherige Lösung ist zwar aus gesundheitlicher Sicht nicht bedenklich, eine Verbesserung aus ökologischer Sicht wäre aber sicher wünschenswert. Sicher ist es besser, wenn das Essen frisch zubereitet werden kann und nicht drei Tage irgendwo lagert, bevor es serviert wird. Die Fraktion SP hofft, dass die Initiative zufriedenstellend umgesetzt werden kann.

**Tennenbaum Ruth, Passerelle:** Der vorliegende Bericht ist alles andere als ausführlich und detailliert, im Grunde genommen ist er unbrauchbar. Das liegt einerseits daran, dass seinerzeit der Auftrag des Stadtrats falsch interpretiert wurde und andererseits daran, dass es sich die Verwaltung leicht gemacht hat und einen Schnellschuss ohne fundierte Aussagen vorlegt. Dieser Bericht ist fast eher als Plädoyer für die kalte Linie und Werbespot für den Mahlzeitenlieferanten SV AG zu interpretieren. Was wäre eine der zentralen Fragen im Rahmen einer Kundenzufriedenheitsprüfung gewesen? Ich gebe zwei Beispiele: Welche Art Ernährung wollen die Eltern für ihre Kinder? Sind sie mit der kalten Linie einverstanden oder möchten sie, dass täglich frisch gekocht wird? Die Eltern zahlen für eine Leistung, werden aber nicht gefragt, was sie für ihr Geld erwarten. Auf mögliche Spätfolgen der Verwendung von Plastikverpackungen beim Kochen wurden die Eltern sicher nicht hingewiesen. Doch nun zu den Fakten:

1. Der Bericht enthält keine detaillierte Übersicht über die Zahl der Schulkinder pro Schule, die Art der Verpflegung, die Ausgaben, die Elternbeiträge oder einen Kostenvergleich zwischen warmer und kalter Linie.
2. "Fourchette verte" ist ein Label, das im Bericht mindestens sieben Mal erwähnt und als Gütesiegel auch für die Qualität der kalten Linie hochstilisiert wird. "Fourchette verte" sagt aber gerade nichts über die Qualität der Zubereitung und Verpackung, also zur industriellen Produktion. Es bescheinigt vielmehr, dass die Lebensmittelpyramide respektiert wird, die Hygienevorschriften eingehalten werden, der Abfall getrennt entsorgt wird und regionale Produkte verwendet werden. Baselland wäre demnach regional...
3. Bedenklich ist, dass die Stadt die Qualitätskontrolle vollständig dem Mahlzeitenlieferanten SV AG delegiert. Die Stadt hat kein Konzept, um die Qualität der Mahlzeiten systematisch und unabhängig zu überprüfen. Festzuhalten ist, dass die Mahlzeiten auch nicht vom Mahlzeitenlieferanten SV AG Zürich vorgekocht und geliefert werden, sondern von einem Unterakkordanten aus der Region Baselland.
4. Die Frage der gesundheitlichen Langzeitfolgen von in Plastik gekochten und mit vielen Zusatzstoffen angereicherten Lebensmitteln wird verharmlost. Was 2008 noch als unbedenklich galt, wird heute wissenschaftlich schon stark in Frage gestellt, widerlegt und kritisiert. So wurde es beispielsweise verboten, Säuglingen erhitzte Milch in Plastiktrinkflaschen zu verabreichen. Ein Braten, der stundenlang in Plastik gekocht und dann im Beutel wieder aufgewärmt wird, soll da unbedenklich sein? Welches Stadtratsmitglied wäre bereit, seinen Kindern diese



Nahrungsherstellung zuzumuten, wenn eine spätere Gefährdung nicht ausgeschlossen werden kann?

5. Im Bericht fehlen grundsätzliche Überlegungen zur Verantwortung der Stadt gegenüber Eltern und Kindern im Zusammenhang mit Ernährung und Verpflegung. Die Schule hat nebst Eltern und Umfeld eine wichtige Vorbildfunktion. In dieser Rolle hat die kalte Linie keine Vorbildfunktion!

Administrativ einfache Lösungen werden offenbar viel höher gewichtet als die Gesundheit und die Erziehung zu einem gesunden, nachhaltigen und ökologisch verträglichen Ernährungsverhalten. Die kalte Linie ist bequem. 2012 war sie unumgänglich. Doch nun müssen Gemeinderat und Stadtrat weiterdenken und nach ernsthaften Lösungen suchen. Nebenbei bemerkt: Investitionen in die Infrastruktur sind keine Betriebskosten, sondern Eigenkapital und erst noch gut investiertes Geld. Zum Schluss habe ich noch eine Frage: was gedenkt der Gemeinderat zu unternehmen, wenn bis Sommer 2016 keine definitive Ersatzlösung für den Mahlzeitenlieferanten SV AG gefunden werden kann?

**Bohnenblust Peter, FDP:** Worum geht es? Es geht nicht um die Initiative "*Für eine gesunde Ernährung*", deshalb hatte meine Fraktion auch keinen Fraktionssprechenden bestimmt. Es geht einzig um eine Kenntnisnahme des Berichts des Gemeinderats zur Qualität der Mahlzeiten der kalten Linie an den Tagesschulen. Von mehr kann der Stadtrat heute nicht Kenntnis nehmen. Deshalb waren die Ausführungen meiner VorrednerInnen zwar interessant, haben aber keine bindende Wirkung. Etwas stört mich aber. Am 19. September 2012 beschloss der Stadtrat auf Antrag der GPK (ich zitiere aus dem Protokoll): "*Le Conseil municipal transmet au Conseil de ville jusqu'à début 2015 au plus tard un rapport sur la qualité des repas livrés ainsi que sur le taux de satisfaction de tous les acteurs. Il doit également indiquer si la collaboration avec le prestataire de services a fait ses preuves, s'il y a des fournisseurs de remplacement dans notre région ou si les repas peuvent être confectionnés en propre régie (écoles biennoises ou autres).*" Ich stelle fest, dass der vorliegende Bericht erstens zu spät kommt und zweitens nicht alle stadträtlichen Forderungen erfüllt, namentlich werden keine alternativen Lieferanten genannt. Ich möchte vom Gemeinderat wissen, warum die vom Stadtrat vorgegebene Frist nicht eingehalten wurde und wann alternative Lösungen gesucht werden.

**Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport:** Le 19 septembre 2012, Le Conseil de ville a autorisé que les repas pour les écoles à journée continue de la Ville de Bienne soient livrés par un tiers. C'est une procédure inhabituelle, puisqu'il ne s'agissait ni d'un postulat ni d'une motion. Le Conseil municipal devait également soumettre au Conseil de ville, en 2015, un rapport fournissant des informations sur la qualité des repas livrés, l'état de satisfaction des acteurs concernés et la collaboration avec l'entreprise livrant les repas. Dans les procédures et les transmissions des dossiers, ce dossier s'est égaré. La Direction de la formation, de la culture et du sport a essayé de préparer ce rapport le plus vite possible et c'est pour cette raison que vous le recevez en retard. Le Conseil municipal vous prie de l'en excuser. Dans le contexte de l'initiative "pour une alimentation saine", qui a été lancée, et des modifications qu'elle demande, le Conseil municipal envisage de résilier le contrat avec l'entreprise SV Group à titre préventif au 31 juillet 2015 pour le 31 juillet 2016. Si le peuple adopte cette initiative, la Ville de Bienne devra renoncer à toute production extérieure de repas pour les écoles à journée continue. L'évaluation de la situation ne permet pas d'imaginer de remplacer

l'ensemble de la ligne froide déjà pour 2016. S'il devait y avoir des projets alternatifs ou pilotes à partir de 2016, il sera possible d'adapter les commandes au SV Group. Le Conseil municipal a constitué un groupe de travail et je suis un peu étonné de la tonalité des interventions d'un des membres de ce groupe de travail, puisque j'aimerais pouvoir travailler dans un esprit de dialogue et de façon constructive. J'espère que cet esprit de dialogue et cette ouverture pourront se poursuivre. J'ai quelques craintes, lorsque j'entends le ton qui est utilisé à cette tribune. Pour ma part, je reste ouvert à la discussion et le Conseil municipal également. J'espère, que le comité d'initiative et ses représentants au Conseil de ville resteront dans cet esprit de collaboration. Le Conseil municipal a des critères de qualité pour les repas et ils sont extrêmement précis et stricts. La ligne froide correspond à ces critères. Un deuxième critère important, c'est le prix. Le budget municipal ne peut pas assumer n'importe quel prix pour les repas. C'est une donnée importante tout comme les infrastructures. Pour la fabrication des repas sur place, comme le demande l'initiative, il faut des infrastructures adaptées. Le Conseil municipal travaillera dans ce sens pendant les prochains mois et souhaite pouvoir le faire en dialogue avec le comité d'initiative.

**Tennenbaum Ruth, Passerelle:** Es geht nicht um die "schlechte" Qualität, sondern darum, aufzuzeigen, wie die Qualität überprüft wurde. Zudem habe ich nicht die Zusammenarbeit der Arbeitsgruppe mit dem zuständigen Direktor in Zweifel gezogen. Vielmehr habe ich den Bericht kritisiert, der meines Erachtens ungenügend ist. Ich finde, das darf man sagen. Selbstverständlich ist das Initiativkomitee aber weiterhin sehr offen für eine Zusammenarbeit mit der Direktion Bildung, Kultur und Sport.

### **Vote**

Vu la décision du 19 septembre 2012 et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 2, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport du Conseil municipal concernant la qualité des repas livrés en liaison froide dans les écoles à journée continue.

### **117. 20150077 Approbation de crédits additionnels à la charge du compte annuel 2014**

**Gurtner-Oesch Sandra, GPK:** Wie jedes Jahr darf der Stadtrat über diverse Nachkredite befinden. Die GPK diskutierte über Art. 5 Abs. 2 der städtischen Finanzordnung (SGR 621.1), der besagt: *"Reichen verfügbare Kredite nicht aus, so ist vor dem Eingehen weiterer Verpflichtungen das erforderliche Nachkreditbegehren zu unterbreiten."* In den heute vorliegenden Fällen wurde dies meistens nicht beachtet. Die GPK versteht, dass diese Vorgabe manchmal nicht realisierbar ist. Sie findet aber, dass immer öfter dagegen verstossen wird. Vielleicht kann sogar von einer systemischen Laschheit gesprochen werden, was die GPK anmahnt. Sie erwartet bei der Vergabe von Nachkrediten eine klare systemische Verbesserung.

Die GPK hat zu einzelnen Nachkrediten zusätzliche Informationen eingeholen müssen, denn der Bericht ist keineswegs selbsterklärend. Bei einem Nachkreditbegehren ist der Anhang zur Jahresrechnung gar ausführlicher als das Begehren selber. Die entsprechende Stelle in der Jahresrechnung ist so ausführlich, dass sogar der Name eines Mitarbeiters offengelegt wird. Das müsste dann doch nicht sein... Ausser einer Frage zu Punkt 2.1 des Berichts (Konto 352.30100000) konnten alle Fragen der GPK zufriedenstellend beantwortet werden. Die zuständige Abteilung hat der GPK in Aussicht gestellt, in den kommenden zwei Wochen eine befriedigende Antwort nachzuliefern, weshalb die GPK keinen Grund sieht, den Bericht zurückzuweisen. Die GPK möchte aber eine formelle Verbesserung des vorliegenden Berichts anregen: es wäre sehr praktisch, wenn jeweils nicht nur die Summe des Nachkredits aufgeführt würde, sondern auch diejenige des Gesamtkredits. Damit würden die jeweiligen Relationen besser ersichtlich. Trotz ihrer Mahnungen empfiehlt die GPK, die beantragten Nachkredite zu bewilligen.

**Grupp Christoph, Grüne:** Ich habe eine Frage zu Punkt 4.2, Zulieferung Küche durch Dritte (Konto 828.41700000). Hat dieser Nachkredit etwas mit der kalten Linie zu tun?

**Briechle Dennis, GLP:** Ich möchte nochmals auf den bereits von der GPK beanstandeten Punkt 2.1, Löhne des Verwaltungs- und Betriebspersonals eingehen. Die diesbezügliche Kommunikation seitens Gemeinderat finde ich unbefriedigend. Für ein Programm, das im Januar 2014 beendet wurde, finde ich eine Abweichung von CHF 127'213.90 für Konto-Nr. 352.30100000 beachtlich. Obschon das Programm bereits Anfang Jahr auslief, sind viel mehr Kosten angefallen als vorgesehen. **Ich beantrage, dass über diesen Punkt separat abgestimmt wird.**

**Steidle Silvia, directrice des finances:** Le total des crédits additionnels se montent à 764'825 fr. Le Conseil municipal vous demande d'approuver cette somme. Elle représente à peu près la moitié des crédits additionnels que le Conseil municipal a demandés en 2013. Concernant les questions relatives au point 4, Compte spécial "Crèches et écoles à journée continue", 4.1 Compte no 827.31000000, "salaires du personnel d'encadrement" et 4.2 Compte no 828.41700000, "fourniture des repas par des tiers", je donnerai la parole au Directeur de la formation, de la culture et du sport.

La représentante de la Commission de gestion a posé une question concernant les processus. Malheureusement, il n'est pas toujours possible de demander les crédits additionnels au Conseil de ville. Parfois, le responsable d'un crédit remarque dans le processus de bouclage, fin février, que le crédit ne suffit pas. Alors le crédit est comptabilisé et ensuite le Conseil municipal demande le crédit additionnel au Conseil de ville. Si le Conseil municipal constatait, qu'il y a une mauvaise utilisation de ce processus, il interviendrait.

**Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport:** Concernant le point 4.1 Compte no 827.31000000 "salaires du personnel d'encadrement", il s'agit de problèmes de santé de quelques collaborateurs ou collaboratrices des crèches, qui ont provoqué plusieurs mois d'absence de travail. La Ville ne dispose pas d'assurance maladie ou d'assurance accident. Donc, ces frais sont à la charge des comptes. Je précise qu'il ne s'agit pas d'une vague de burnout qui aurait déferlé sur les crèches, mais de quelques cas précis.

Pour le point 4.2 fourniture des repas par des tiers, la situation est plus complexe. Une partie de cette somme est due à l'augmentation du nombre des repas et pas du tout liée à la ligne froide. La charge relative à la fourniture de repas ne correspond pas à la croissance attendue. L'autre partie de la somme est due à une erreur de manipulation. Un paquet de factures s'est glissé dans un dossier, qui a été rangé à la fin de l'année et il est réapparu juste au début de l'année comptable suivante. Donc, il a fallu régler ces factures sur le compte 2014, alors qu'elles étaient prévues sur le compte 2013.

**Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit:** Wie die GPK-Sprecherin erwähnt hat, wurde der Direktion Soziales und Sicherheit (DSS) vorgängig eine Frage betreffend Punkt 2.1 Konto-Nr. 352.30100000, Löhne des Verwaltungs- und Betriebspersonals, gestellt. Diese wurde dem betreffenden GPK-Mitglied am 25. Juni 2015 um 10.53 Uhr beantwortet. Ich bin daher erstaunt, dass die Antwort offenbar nicht angekommen ist. Gerne erläutere ich sie hier nochmals: Das Beschäftigungsprogramm JobSys sollte noch bis Ende Januar 2014 laufen. Entsprechend wurden die Kosten hierfür budgetiert. Allerdings musste die DSS dann aber für zusätzliche, unvorhergesehene Kosten aufkommen: So wurde ein Mitarbeiter per 1. März 2014 pensioniert und es wurde vergessen, den Lohn für den zusätzlich anfallenden Monat Februar 2014 noch zu budgetieren. Ein weiterer JobSys Mitarbeiter fand überdies keine neue Stelle, weshalb gemäss Vertrag auch dessen Löhne für die Monate Februar und März 2014 noch übernommen werden mussten. Schliesslich mussten einem Mitarbeiter noch dessen Ferien- und Überstundenguthaben ausbezahlt werden. Die Kostenüberschreitung ist somit begründet. Was Sie allerdings aus den Unterlagen nicht ersehen können ist, dass die Stadt vom Kanton aus dem Beschäftigungsprogramm BIAS noch CHF 93'000 von den Gesamtkosten zurückerstattet erhielt. Dieser Betrag wurde allerdings auf einem anderen Konto verbucht und ist deshalb nicht ersichtlich.

**Gurtner-Oesch Sandra, GPK:** Diese Antwort lag der GPK vor. Nicht beantwortet wurde die zusätzliche Frage betreffend der CHF 93'000 vom Kanton. Diese beziehen sich auf einen Mitarbeiter. Dazu hätte die GPK gerne noch weitere Details erhalten. Wie gesagt, sollten diese Details ja in den nächsten zwei Wochen nachgeliefert werden, weshalb die GPK trotzdem Zustimmung zum vorliegenden Geschäft empfiehlt.

**Grupp Christoph, Grüne:** Ich möchte festhalten, dass die Aussagen des Direktors Bildung, Kultur und Sport in keiner Art und Weise dem entspricht, was im Bericht zu Punkt 4.2 steht. Irgendwo scheint ein Fehler vorzuliegen. Ich finde es störend, dass der Stadtrat über Nachkredite befinden muss, zu welchen der Gemeinderat keine klaren Aussagen machen kann.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Sur proposition de Monsieur Briechle, nous allons voter séparément le crédit additionnel de 127'312.90 fr. du compte 352.30100000 "Affaires sociales, programmes POIAS"

**Vote**

- sur le crédit additionnel du compte 352.30100000 "Affaires sociales, programmes POIAS"

**Le crédit additionnel de 127'312.90 fr. est approuvé.**

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Nous passons au vote final.

**Vote final**

Vu le rapport du Conseil municipal du 25 mars 2015 concernant «Approbation de crédits additionnels à la charge du compte annuel 2014», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 2, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Les crédits additionnels suivants d'un montant total de **764'825 fr. 40** sont approuvés:

Compte n° 100.36310000, Mairie et secrétariats	Fr.	132'513.40
Compte n° 352.30100000, Affaires sociales, programmes POIAS	Fr.	127'312.90
Compte n° 424.30100000, Écoles & Sport	Fr.	104'036.20
<b>Total intermédiaire des crédits additionnels «Administration»</b>	<b>Fr.</b>	<b>363'862.50</b>
Compte n° 827.31000000, Crèches	Fr.	165'337.75
Compte n° 828.41700000, Écoles à journée continue	Fr.	122'655.15
Compte n° 828.49900000, Écoles à journée continue	Fr.	112'970.00
<b>Total intermédiaire des crédits additionnels «Comptes spéciaux»</b>	<b>Fr.</b>	<b>400'962.90</b>
<b>TOTAL DES CRÉDITS ADDITIONNELS</b>	<b>Fr.</b>	<b>764'825.40</b>

**118. Compte annuel 2014****Discussion générale**

**Bösch Andreas, GPK:** Die GPK hat die vorliegende Jahresrechnung 2014 geprüft und empfiehlt sie zur Annahme. Der Aufwandüberschuss beträgt CHF 8,57 Mio., budgetiert waren CHF 3,95 Mio.. Die Abweichung beträgt also CHF 4,62 Mio.. Bei diesem Defizit werden keine Entnahmen aus den Spezialfinanzierungen getätigt. Das Eigenkapital reicht aus, sowohl das Defizit von 2014 als auch das budgetierte Defizit von 2015 zu decken. Deshalb wurde auf die vorgesehene Entnahme aus den Spezialfinanzierungen Steuern natürliche Personen (SGR 660.92), Steuern juristische

Personen (SGR 660.91) und Buchgewinne aus Liegenschaften des Finanzvermögens (SGR 680.93) verzichtet. So gesehen fällt die Rechnung also um fast CHF 10 Mio. besser aus als budgetiert. Aus Sicht der GPK erwähnenswert ist, dass die Gewinn- und Kapitalsteuern, die 2013 noch einen Ertrag von CHF 37 Mio. auswiesen, 2014 nur noch einen Ertrag von CHF 27,5 Mio. erbringen. Dabei ist zu berücksichtigen, dass 2013 scheinbar seitens des Kantons ein Verarbeitungsfehler passiert ist und der Steuerertrag deshalb CHF 5 Mio. zu hoch angesetzt wurde.

Die Verbesserung des Ergebnisses von rund CHF 10 Mio. hat sicher auch damit zu tun, dass die Stadt während der ersten drei Monate 2014 mit einem Notbudget operierte. So fällt der Personalaufwand um CHF 2,94 Mio., der Sachaufwand um CHF 1,75 Mio. tiefer aus als budgetiert. Diese Ersparnisse haben aber nicht nur mit dem Ausgabestopp aufgrund des Notbudgets zu tun. Zu erwähnen ist auch die Erhöhung der Passivzinsen um CHF 1,5 Mio. aufgrund einer zusätzlichen Kreditaufnahme von CHF 100 Mio. 2014. Diesen Passivzinsen stehen aber einmalige Vermögenserträge gegenüber, aus welchen netto ein Ertragsüberschuss von CHF 1,5 Mio. resultiert. Die GPK möchte darauf hinweisen, dass der Bruttoverschuldungsgrad 2014 auf über 200% gestiegen ist, was an und für sich noch nicht alarmierend ist, weil der Durchschnitt über fünf Jahre noch immer unter 180% liegt. Sollte dieser Wert auf gegen 200% steigen, würde es aber alarmierend. Das muss im Auge behalten werden. Das Gleiche gilt für den Selbstfinanzierungsgrad, der 2014 bei 24,2% liegt und über fünf Jahre bei 83%, was längerfristig eine Zunahme der Verschuldung bedeutet. Auch das muss im Auge behalten werden.

Für die GPK ist die Prüfung der Rechnung eine grosse Aufgabe, die viel Zeit und Detailtreue verlangt. Um die Zahlen zu verstehen und hinterfragen zu können, ist die GPK auf Informationen aus den Abteilungen angewiesen. Diese Zusammenarbeit läuft im Allgemeinen sehr gut. Gerade bei Abweichungen zwischen Voranschlag und Jahresrechnung entstand aber bei der GPK auch öfter der Eindruck, die Verwaltung wisse nicht so genau Bescheid, konnte doch manche Frage nicht ganz schlüssig beantwortet werden. Auch die GPK kann nicht jede einzelne Zahl bis ins Detail prüfen. Vielmehr schaut sie stichprobenmässig bei ausgewählten Konten genauer hin. Die Erstellung der Rechnung ist für die Verwaltung eine grosse Aufgabe. An dieser Stelle möchte ich im Namen der GPK allen Beteiligten für ihren Beitrag danken. Die GPK hat aber auch einige kritische Punkte besprochen. Einen möchte sie besonders hervorheben, weil er schon mehrmals erwähnt worden ist: Das Dokument mit den Abweichungen ist in diesem Jahr einheitlicher gestaltet als früher, was die GPK begrüsst. Für den Stadtrat sind die Abweichungen wichtig. Trotzdem beinhaltet es nicht alle Abweichungen, sondern nur diejenigen, die einen gewissen Prozentsatz oder Betrag übersteigen. Zudem sind die Begründungen manchmal schwer zu verstehen. Insbesondere auf Seite 11 ist der GPK aufgefallen, dass zwei Mal ein Name genannt wird. Das passierte auch schon in früheren Dokumenten und wurde jeweils angemahnt. Die GPK möchte dem Gemeinderat in Erinnerung rufen, dass es in diesem Bereich in seiner Verantwortung liegt, den Datenschutz zu wahren. Mit diesen Bemerkungen empfiehlt die GPK, der Rechnung 2014 zuzustimmen.

**Hueter Joël, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** Der GPK-Sprecher hat die wesentlichen Aspekte zur Rechnung 2014 bereits erwähnt. Er sagte auch, dass der Bruttoverschuldungsgrad auf über 200% gestiegen ist. Der Grund dafür ist klar: die mittel- und langfristigen Schulden sind auf CHF 695 Mio., und somit um 16,6%

gestiegen. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen beurteilt dies kritischer als die GPK. Der Bruttoverschuldungsgrad ist eine statische Kennzahl. Ende Jahr kann klar gesagt werden, wie hoch die mittel- und langfristigen Schulden sowie die Finanzerträge sind. Daraus errechnet sich der Bruttoverschuldungsgrad. Klar, es gibt jährlich Veränderungen. Trotzdem ist ein Bruttoverschuldungsgrad von über 200% alarmierend. Davor darf sich der Stadtrat nicht drücken. Ihm muss bewusst sein, dass die Stadt ein Finanzierungsproblem hat, das leider nur durch drei Massnahmen gelöst werden kann:

1. Es dürfen nur noch wenig Investitionen getätigt werden;
2. Bei den laufenden Ausgaben muss besser hingeschaut werden, so dass nur noch das Nötige gemacht wird und nicht mehr das Wünschenswerte;
3. Die Ertragsseite muss besser geprüft werden, insbesondere die Steuererträge.

Wenn das Finanzierungsproblem gelöst werden soll, müssen diese drei Massnahmen konsequent weiterverfolgt werden. Ansonsten wird die Stadt mittelfristig ein riesiges Problem haben, weil ihre Finanzierung nicht mehr sichergestellt werden kann. Es ist auch spannend, dass der Bruttoverschuldungsgrad jetzt plötzlich sogar für die GPK zum Thema wird. Bis jetzt wollte sie nicht sehen, dass die Stadt ein Verschuldungsproblem hat. Mit den NHS-Massnahmen konnten bei zwei Punkten bereits ein Schritt in die richtige Richtung gemacht werden: Es wurden gewisse Verzichtsmassnahmen beschlossen, die hoffentlich auch umgesetzt werden und für die Ertragsseite brachten die Bürgerlichen mit der Erhöhung des Steuerfusses um 0,5 Steuerzehntel einen mehrheitsfähigen Vorschlag ein. Ich glaube, eine grössere Steuererhöhung wäre nicht mehrheitsfähig und illusorisch. Ein grosses Problem sieht die Fraktion SVP/Die Eidgenossen jedoch bei den zukünftigen Investitionen. Dort ist der Stadtrat gefordert. In Zukunft werden ihm ständig Bauprojekte unterbreitet werden, die viel kosten. Es wird am Stadtrat sein, zu beurteilen, ob diese notwendig oder wünschenswert sind. Für alle notwendig dürften vor allem die Sanierungen der Schulhäuser sein, zumal genügend Schulraum zur Verfügung gestellt werden muss. Das vom Volk zum Glück abgelehnte Bahnhofplatzprojekt ist in meinen Augen jedoch nur wünschenswert. Gerade bei solch grossen Projekten muss der Stadtrat künftig genau prüfen, ob sie sich die Stadt leisten kann. Zum Schluss möchte ich dem Gemeinderat im Namen meiner Fraktion danken. Gesamthaft wurde das Budget sehr gut eingehalten. Das budgetierte Defizit wurde sogar um CHF 10 Mio. unterschritten. Trotzdem steht die Stadt vor grossen Herausforderungen.

**Briechle Dennis, Fraktion GLP:** Die Rechnung 2014 schliesst den Umständen entsprechend durchaus erfreulich ab. Anstelle eines Defizits von rund CHF 18 Mio., welches durch Entnahmen aus Spezialfinanzierungen um rund CHF 14 Mio. gemindert worden wäre, resultiert nun ein Defizit von CHF 8,6 Mio., was einer Verbesserung von knapp CHF 10 Mio. entspricht. Das ist grundsätzlich eine positive Entwicklung und zeigt, dass verschiedene Schritte in die richtige Richtung getan wurden. Wie mein Vorredner bereits gesagt hat, herrschte eine sehr gute Budgetdisziplin. Die Verbesserung darf allerdings nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Zahlen unter dem Strich rot sind und das Eigenkapital somit weiter schrumpft. Ebenso führten verschiedene einmalige Gründe zur Verbesserung des Rechnungsergebnisses. Es kann und darf nicht damit gerechnet werden, dass die einmaligen Gründe, wie beispielsweise ein Notbudget oder Stellenwiederbesetzungsmoratorium auch in den nächsten Jahren usus werden. Für die Stadtverwaltung bedeuten solche Massnahmen zweifellos eine unangenehme Situation. Die Ablehnung des Budgets hat aber immerhin den positiven Effekt gehabt, dass es sich

als relativ wirksame Sparmassnahme erwiesen hat. Sicherlich wurden im Rahmen des Notbudgets gewisse Ausgaben auch nur aufgeschoben und später dennoch realisiert. Unter dem Strich hat es aber trotzdem zu einer Einsparung geführt. Ich möchte noch auf das Konto 429 (übrige Vermögenserträge) verweisen. Dieser Posten ist mit CHF 0 budgetiert, hat aber schlussendlich CHF 3,17 Mio. ergeben. Die Rechnung wurde also auch um diesen Betrag zusätzlich verbessert. Das ist die Folge von Buchgewinnen, die sich bei der Aufnahme neuer Anleihen dank den attraktiven Bedingungen am Markt ergeben haben.

Fazit: das tiefrote Budget von 2014 hat als Rechnung 2014 erfreuliche Verbesserungen erfahren. Verbesserungen, mit welchen im nächsten Jahr aber nicht zwingend gerechnet werden kann. Die Fraktion GLP begrüsst den Antrag, das verbleibende Defizit von knapp CHF 8,6 Mio. mit dem Eigenkapital zu verrechnen und kann die Rechnung genehmigen.

**Freuler Fritz, Fraktion Grüne:** Die Fraktion Grüne dankt dem Gemeinderat und der Verwaltung für den Rechnungsabschluss 2014. Einmal mehr gebührt ein besonderer Dank allen städtischen Mitarbeitenden, die wieder einen ausserordentlichen und substanziellen Anteil zum Ergebnis beigetragen haben. Es ist der Fraktion Grüne ein Anliegen, dass dieser Dank nicht nur als Höflichkeit interpretiert wird, er ist aufrichtig gemeint. Bevor die Rechnung 2014 erstellt werden konnte, brauchte es zwei Anläufe für das Budget. Die Mehrheit des Stadtrates hat die Abbaumassnahmen im ersten Voranschlag soweit getrieben, dass ihm das Stimmvolk nicht folgen konnte.

Doch nun zur Rechnung. Ohne die Berücksichtigung der geplanten Entnahmen aus Spezialfinanzierungen hat sich das im Budget 2014 veranschlagte Defizit von knapp CHF 18 Mio. auf CHF 8,6 Mio. halbiert. Damit fällt das Rechnungsergebnis erneut erheblich besser aus als budgetiert. Wenn nun noch der Fehler der kantonalen Steuerverwaltung mitberücksichtigt wird, liegt der Mehraufwand noch bei knapp CHF 4 Mio.. Dadurch werden das prognostizierte Defizit von bis zu CHF 40 Mio. im Jahr 2018 und die damit verbundenen Kürzungsmassnahmen im Rahmen der nachhaltigen Haushaltsanierung in Frage gestellt. Bei diesem Rechnungsabschluss ist es unverantwortlich, übereilt und kurzfristig Leistungen und Beiträge zu kürzen, wie dies die bürgerlichen Parteien im Rahmen der NHS-Debatte verlangt haben. Allein schon dieses Rechnungsergebnis hat den Antrag der Fraktion Grüne vom 22. April 2015, das schädliche Massnahmenpaket an den Gemeinderat zurückzuweisen, verbunden mit einem Überprüfungsantrag, gerechtfertigt. Die Fraktion Grüne verlangt aufgrund der vorliegenden Rechnung 2014 die Überprüfung der Finanzprognosen sowie einen Verzicht auf den Leistungsabbau zu Lasten der Kultur, des sozialen Zusammenhalts und der Lebensqualität in der Stadt.

In dieser Rechnung fallen zudem zwei Punkte auf:

1. Es fehlen erneut rund CHF 13 Mio. aus der nicht um 2/10 erhöhten Steuern, welche die bürgerliche Ratsmehrheit verantworten muss. Der Gemeinderat, allen voran die Finanzdirektorin, hat bereits vor zwei Jahren bestätigt, dass eine Steuererhöhung um 2 Steuerzehntel absolut nötig sei. Wenn der Stadtrat die öffentlichen Interessen von Biel vertreten würde, könnte diese Rechnung sogar einen Mehrertrag ausweisen und die Stadt Biel könnte tatsächlich sparen oder die Investitionen in die Schulhäuser könnten erhöht werden. Zudem könnte der Stadtrat einem vernünftigen und fairen Voranschlag 2016 entgegenblicken.



2. Mit den fehlenden Einnahmen von CHF 13 Mio. in der vorliegenden Rechnung könnte das Orchester während 10 Jahren problemlos im bisherigen Umfang weiterfinanziert werden. Oder dem Personal könnten für seine ausgezeichneten Leistungen und als Kompensation für das unsägliche Stellenwiederbesetzungsmoratorium einige zusätzliche Ferientage gewährt werden. Der Beitrag an die Schwanenkolonie könnte noch während 100 Jahren gewährt werden. Stattdessen versuchen nun einige engagierte BielerInnen, das Geld zusammenzukratzen, um den Fortbestand dieser für Mensch und Tier wichtigen Einrichtung zu gewährleisten. Ein solches Vorgehen soll nun von bürgerlicher Seite wohl auch noch dem TOBS, der Pro Senectute und den betagten Ergänzungsleistungsbeziehenden als Folge von NHS-Massnahmen zugemutet werden. In der Debatte ums Budget 2014 gewährte der Stadtrat sogar CHF 10'000 an die Dargebotene Hand nicht mehr. Dieser Entscheid hat jetzt weitere Gemeinden dazu veranlasst, in die gleiche Richtung zu gehen und die Dargebotene Hand kommt zunehmend in Schwierigkeiten. Die Fraktion Grüne findet solche Entscheide - leider gibt es noch einige mehr - , die in der vorliegenden Rechnung ihren Ausdruck finden, beschämend und äusserst fragwürdig. Die Fraktion Grüne hofft sehr, dass der Stadtrat diese ideologisch gefärbten Entscheide im nächsten Budget korrigieren wird, damit der nächste Rechnungsabschluss nicht ein solch ungutes Gefühl zurücklässt. Die Fraktion Grüne ist für Eintreten und wird dem Beschlussesentwurf zustimmen.

**Kaufmann Stefan, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU:** Über die vorliegende Rechnung wurde schon viel gesagt. Ich kann mich einem Teil der Vorredner anschliessen. Die Rechnung 2014 schliesst besser ab als budgetiert, jedoch mit einem Defizit von knapp CHF 8,6 Mio.. Eine defizitäre Rechnung ist per se nicht gut. Entgegen dem Budget werden keine Mittel aus den Spezialfinanzierungen entnommen. Das kann man anschauen, wie man will. Vielleicht hat es buchhalterische Gründe, vielleicht ist es Taktik. Von mir aus gesehen hätte trotzdem etwas aus den Spezialfinanzierungen entnommen werden können, um das budgetierte Ergebnis zu erreichen. Anders als letztes Jahr kann die Vorjahresrechnung zum Vergleich herangezogen werden, was spannend ist. Der Vergleich zwischen Budget und Rechnung ist das eine, der Vergleich zwischen Rechnung und Rechnung das andere. Betrachtet man verschiedene Sachgruppen, fällt auf, dass der Personalaufwand - verglichen zwischen Rechnung und Rechnung - marginal tiefer ausfällt als 2013, der Sachaufwand höher. Das dürfte einen Zusammenhang mit dem Notbudget, wie mit dem Stellenwiederbesetzungsmoratorium und dem Ausgabenstopp haben. Das heisst, ich kann den Direktionen heute ein Kränzchen winden, da ihre Ausgaben tiefer ausgefallen sind als budgetiert. Ich interpretiere dies dahingehend, dass die Ausgaben mit einer gewissen Disziplin getätigt wurden. Zinslast und Abschreibungen haben zugenommen. Die Rechnung enthält halt einfache Faktoren, die nicht den Geldfluss wiedergeben, sondern rein buchhalterische Elemente sind. Die Zunahme bei den Zinsen (Konto 940) finde ich besorgniserregend. Zwar ist der Verzinsungssatz im Moment tief, er könnte in Zukunft aber steigen. Das hat insofern einen positiven Effekt, als diesfalls viel abgeschrieben werden kann. Bei den Steuereinnahmen ist eine Zunahme von rund CHF 2 Mio. zu verzeichnen, eine hoffentlich nachhaltige Zunahme... Die Gewinn- und Kapitalsteuern enthalten noch die falschen Angaben des Kantons, die ja bereits erwähnt wurden. Herrn Freuler möchte ich sagen, dass die Stadt nach wie vor ein Defizit ausweist. Das bildet keinen Anlass, zu sagen, nun könne wieder Geld ausgegeben werden. Ausgabendisziplin ist ein permanenter

Prozess. Ich kann mir nicht vorstellen, dass die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU ihre Meinung zum Budget 2016 aufgrund der Rechnung 2014 ändern wird. Die Fraktion plädiert für ein Eintreten auf die Rechnung.

**Gugger Reto, Fraktion BVP/CVP/BDP:** Die Fraktion BVP/CVP/BDP ist grundsätzlich froh, dass das Defizit kleiner ausfällt als budgetiert. Noch etwas kleiner wäre es gewesen, wenn der bereits erwähnte Fehler beim Kanton nicht passiert wäre. Die Fraktion BVP/CVP/BDP möchte den Verwaltungsangestellten danken für ihre Anstrengungen, die Rechnung möglichst ins Lot zu bringen. Sie ist aber überzeugt, dass es weitere Anstrengungen braucht, um die städtischen Finanzen langfristig zu sanieren. Deshalb muss der eingeschlagene Weg weitergeführt werden. Meine Fraktion ist für ein Eintreten und die Annahme der Rechnung.

**Arnold Niels, Fraktion SP:** Auch die Fraktion SP ist für ein Eintreten und für die Genehmigung der Rechnung 2014. Sie möchte dem Gemeinderat und der Verwaltung danken für die umfangreiche Dokumentation, in welcher viel Arbeit steckt. Vor zwei Monaten debattierte der Stadtrat intensiv über die nachhaltige Haushaltsanierung (NHS). Anlässlich der Budgetdebatte wird diese Diskussion weitergeführt werden. Es ist aber der Gemeinderat, der die Gesamtverantwortung über den städtischen Finanzhaushalt hat und ebenso die Verantwortung, diesen mittelfristig ausgeglichen zu präsentieren. Mittelfristig bedeutet nach Definition des Kantons auf acht Jahre hinaus. Gibt es im Zusammenhang mit der vorliegenden Rechnung Erkenntnisse, die dem Stadtrat bis im Herbst weiterhelfen könnten? Es wird Vieles sehr detailliert ausgeführt. Ich möchte aber noch erfahren, wie der Gemeinderat die vorliegende Rechnung in Bezug auf die NHS-Debatte einschätzt und bewertet. Das Rechnungsergebnis und der Verlauf der heutigen Debatte zeigen die Schwierigkeiten des Parlaments auf, eine Bewertung vorzunehmen. Einiges wurde schon gesagt: Die Rechnung schliesst mit einem Verlust von rund CHF 8,5 Mio. ab, budgetiert war ein solcher von CHF 18 Mio. (vor Entnahme aus Spezialfinanzierungen). Der Aufwandüberschuss fällt somit rund CHF 10 Mio. tiefer aus als erwartet. Das ist erfreulich, obschon das Ergebnis nach wie vor negativ ist. Diese Differenz von CHF 10 Mio. darf aber nicht nur statisch betrachtet werden, sondern muss in Relation zum Finanzplan gesetzt werden. Auch das macht der Stadtrat ja anlässlich seiner Budgetdebatten. Auf die Dauer des Finanzplans von fünf Jahren macht eine jährliche Abweichung von CHF 10 Mio. bereits CHF 50 Mio. aus! Dass Budget und Rechnung nicht zwingend übereinstimmen, liegt in der Natur der Sache. Das Budget ist schwierig zu planen, da es auf Hypothesen basiert. NHS sieht Massnahmen für die nächsten vier Jahre vor, aber bereits heute klafft eine kleine Differenz von CHF 10 Mio. zwischen Budget und Rechnung. Ich bin nicht gegen eine solide Finanzplanung. Eine solche muss erfolgen und es gibt auch verschiedene Vorschläge wie. Die von linker Seite diskutierte Vorschläge sehen eine Verbesserung von CHF 30 Mio. vor. Darüber wird später zu diskutieren sein, ich möchte aber bereits jetzt darauf hinweisen. Der Gemeinderat zeigt auf, dass die Rechnung einen Gewinn von CHF 5 Mio. ausgewiesen hätte, wenn die geplante Entnahme aus den Spezialfinanzierungen erfolgt wäre. Der Gemeinderat hätte also auch eine Rechnung mit positivem Abschluss präsentieren können. Wenn Herr Briechle die Rechnung beurteilen will, müsste er ordentliche und ausserordentliche Faktoren miteinbeziehen. Der ordentliche Fehlbetrag müsste bekannt sein, auch wenn sich der Rechnungsfehler des Kantons bei den Steuern wieder ausgleicht. Es wurde gesagt, die Stadt habe hohe "Brutto"-Schulden. Was heisst das? Es wurde viel

investiert, ich erinnere an die Tissot-Arena. Die Stadt hat mehr Schulden, wenn sie viel investiert, das ist logisch. Kennen Sie irgendeinen Unternehmer, der eine Maschine kauft und diese sofort abschreibt, so wie dies jetzt bei der Tissot-Arena gemacht wird? Das gibt es nicht! Vielen Schulden stehen auch Werte gegenüber, die auch ausgewiesen werden. Im Bericht des Gemeinderats steht explizit, dass es sinnvoller wäre, einen Vergleich der Nettoschulden pro Kopf zu machen, also das Vermögen bereits abzuziehen. Das wird 2016 mit HRM2 der Fall sein, ändert doch die ganze Betrachtungsweise. Die Stadt hat ja nicht nur einfach Schulden, sie hat auch etwas gemacht aus diesem Geld. Seite 22 der Rechnung ist zu entnehmen, dass die Bruttoinvestitionen 2014 16,4% betragen, im Durchschnitt waren es 11,2%. Auch daraus wird ersichtlich, dass massiv investiert wurde. Schlecht wären Bruttoinvestitionen von unter 10%. Für die Tissot-Arena wurden CHF 26 Mio. sofort abgeschrieben. Wären die Investitionen auf 30 Jahre abgeschrieben worden, würde die Rechnung positiv abschliessen. Das heisst nun nicht, dass der Finanzhaushalt nicht ernsthaft diskutiert werden müsste. Es heisst aber, dass der Stadtrat aufpassen muss. Zum einen kann die Rechnung Prognosefehler enthalten. Zum anderen muss nach einem wirksamen, sinnvollen Hebel, um den Haushalt zu entlasten, gesucht werden. Diese Diskussion wird der Stadtrat in der Budgetdebatte führen müssen.

**Donzé Pablo, Les Verts:** La politique des caisses vides de la majorité de ce Conseil de ville laisse des cadavres sur le bas-côté. L'austérité tue et la Grèce s'en rend compte et se soulève. L'Europe bouge, Bienne bouge. Vos pseudo-compromis ne sont qu'une façade, qui vous donne une bonne conscience. Le budget 0 est d'ailleurs un objectif contreproductif, puisqu'il faut investir et innover pour attirer et grandir. C'est une réalité. Vous pouvez tracer la Main tendue ou Multimondo pour quelques dizaines de milliers de francs, la Ludothèque et les dons du Conseil de ville. Cela ne va pas rendre durable les finances de la Ville. Je comprends, ce que défend le Pape François: les valeurs de solidarités face à cette campagne sur la noblesse du travail, qui profite finalement aux milliardaires. Votre ferveur est telle, qu'il doit vous être impossible de vous arrêter, ne serait-ce que pour penser, vous l'avez même confirmé, Monsieur Kaufmann! La Grèce doit vous faire peur, mais avec votre politique, Bienne ressemblera bientôt plus à Athènes qu'à Zoug ou à Einsiedeln. Monsieur Haueter, pour réduire la dette et attirer et maintenir les bons contribuables, il faut créer de la richesse, investir dans le renouveau et la qualité et non fermer tous les robinets et permettre d'aller en voiture dans les trains. Vous allez étouffer Bienne. Madame Steidle, toute de noir vêtue, je vous rappelle aussi que l'austérité tue et Bienne ne se laissera pas démonter par la majorité du Conseil de ville. S'il le faut, on sera dans la rue en octobre parce qu'une fois encore les comptes montrent, que cet alarmisme constant et vos analyses comptables ne sont que des projections macabres.

**Bohnenblust Peter, FDP:** Offenbar spricht der Stadtrat nun nicht primär über die Rechnung, sondern mehr zur nachhaltigen Haushaltsanierung (NHS). Ich gehe nicht auf Herrn Donzés Votum ein. Politische Grabenkämpfe sind meiner Meinung nach hier Fehl am Platz. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU hat sich auch Gedanken zu den Spezialfinanzierungen (Seite 160 der Rechnung) gemacht. Ende 2014 betrug der Bestand rund CHF 122 Mio., Ende 2013 rund CHF 155 Mio.. Darstellung und Nachvollziehbarkeit sind für ein normales Stadtratsmitglied immer noch schlecht. Mit diesen Zahlen allein kann man nichts anfangen. Ich hoffe, dass HRM2 etwas mehr Transparenz darüber ermöglicht, was allgemein mittels Spezialfinanzierungen bezahlt wird. Auf Seite 160 ist lediglich ein Schlussaldo aufgeführt. Auf Nachfrage habe ich

die Tabelle der Ein- und Ausgänge erhalten, anhand welcher ich abschätzen konnte, was interessant sein könnte. Auf weitere Nachfrage erhielt ich von fünf Spezialfinanzierungen eine detaillierte Auflistung der Ausgaben. Diese ermöglichten mir einen guten Eindruck über Entnahmen aus den Spezialfinanzierungen. Ich möchte zwei Beispiele erwähnen:

1. Der Spezialfinanzierung Stadtmarketing (SGR 901.9) wurden CHF 106'000 entnommen, wovon CHF 80'000 für die Beachvolleyball Europameisterschaft und je rund CHF 25'000 für die Qualitätsverbesserung des Wohnungsmarktes, ImagePlus und Stadtmarketing.
2. Die grösste Entnahme erfolgte aus der Spezialfinanzierung des Massnahmenprogramms zur Umsetzung des Energiestadtlabels (SGR 741.9), nämlich CHF 445'000, ein stolzer Betrag. Davon wurden fast CHF 200'000 für den Anschluss der Schulhäuser Battenberg, Sahligut und Geyisried an das Holzfernwärmenetz verwendet. Es folgen weitere kleinere Ausgaben, die ich nicht namentlich aufzählen möchte. Erwähnenswert finde ich jedoch, dass rund CHF 30'000 für ein Mobilitätsmanagement der Stadtverwaltung ausgegeben wurden. Diesen Betrag finde ich sehr hoch.

Die Spezialfinanzierungen werden auch in den Begründungen für die Abweichungen der Rechnung zum Budget erwähnt. Dieses Jahr verzichtete ich darauf zu zählen, wie oft darin das Wort "Spezialfinanzierung" vorkommt. Auf Seite 11 (Konto 352.36545229) ist aber eine Abweichung zum Budget von CHF 92'823.00 wie folgt begründet: *"Durant des années, les programmes d'occupation du département des affaires sociales, tels que la loge, centrale de téléphonique et cafétéria avaient été financés par le budget du département."* Und dann kommt der schöne Satz: *"Par mesure d'économies, ces derniers sont maintenant financés par le financement spécial. Ces programmes occupent env. 10 personnes par année!"* Wer das geschrieben hat, geht also offenbar davon aus, dass durch die Abrechnung via Spezialfinanzierung gespart werden konnte. Diese Auffassung ist in der Verwaltung verbreitet. Deshalb gibt mir dieser Satz zu denken...

**Haueter Joël, SVP:** Herr Arnold, der Bruttoverschuldungsanteil ist für mich keine unnütze Grösse. Betrachtet man das Verhältnis von Schulden und Finanzertrag, ergibt sich ungefähr ein Gleichgewicht. Dieser Bruttoverschuldungsanteil ist sehr sinnvoll, denn es bringt nichts, ständig Investitionen zu tätigen und sich zusätzlich zu verschulden, wenn aus dem neuen Vermögen kein Ertrag generiert werden kann. Das muss sich auch Herr Donzé bewusst sein. Ein Bruttoverschuldungsanteil von 205% ist keine düstere Prognose, sondern leider eine traurige Tatsache. Dessen muss sich der Stadtrat auch in Zukunft bewusst sein.

**Sylejmani Ali, PSR:** Si aujourd'hui le Conseil de ville peut se féliciter, en partie, du résultat des comptes positifs, c'est en grande partie dû au travail du personnel de la Ville, qui fournit des prestations avec moins de moyens et moins de ressources. Je tiens à ce que la population sache, que c'est grâce à de grands économies et sacrifices dus au moratoire, que le personnel a pu fournir et continue à fournir des prestations dignes d'une ville qui prétend amener des contribuables plus aisés.

**Steidle Silvia, directrice des finances:** Merci pour la bonne discussion et vos remerciements à l'adresse du personnel de l'Administration, que je transmettrai à qui de droit. Je remercie également le Président de la Commission de gestion pour avoir rappelé les faits marquants et exceptionnels de l'année 2014, notamment le budget

d'urgence, qui a eu comme conséquence une économie de presque 5 mio. fr. sur les comptes des frais du personnel et aussi sur ceux des biens, services et marchandises. Les économies ainsi effectuées sont relativisées par cette erreur de saisie faite par le Canton, qui péjore les comptes du même montant. Le compte a effectivement crédité des recettes fiscales en 2013, issues de l'imposition des personnes morales et ensuite rectifié en déduisant cet excédent 2014. Cet excédent se répercute sur l'indice du rendement fiscal, qui est remboursé sur les trois prochaines années. Les comptes bouclent avec un déficit de 8,5 mio. fr., sans prélèvement dans les financements spéciaux, au lieu des 3,9 mio. fr. budgétés, après un prélèvement de 14 mio. fr. Ces prélèvements étaient prévus afin de ne pas présenter un découvert au bilan. La fortune étant suffisante pour éponger le déficit, le Conseil municipal vous remercie de le suivre et de grever la fortune nette, dont le solde s'élèvera à 10,2 mio. fr. fin 2014. Les décisions du Conseil de ville, prises en mai dernier, relatives aux financements spéciaux auront des conséquences sur la fortune fin 2015. La baisse considérable de la quotité d'autofinancement est une des raisons, qui a poussé le Conseil municipal à réaliser l'assainissement durable des finances, même si l'argent est actuellement bon marché et pousse à réaliser des investissements, dont la Ville a besoin. Les investissements seront à prioriser, à l'avenir. La méthode de dépréciation, introduite avec le nouveau modèle comptable, détériorera encore la quotité d'autofinancement. La question de la nécessité de l'assainissement des finances a été posée, en raison du résultat 2014, qui était meilleur qu'escompté, à quoi s'ajoute le résultat presque équilibré de 2013.

Si l'endettement est préoccupant, les prévisions économiques le sont tout autant, Monsieur Arnold. Certains facteurs, comme l'évolution des recettes fiscales ou l'augmentation de la population, doivent être analysés sur plusieurs années. C'est pour cela qu'il y a un déficit de 40 mio. fr. Mais, je n'aimerais pas anticiper les discussions relatives au budget 2016 ou au plan financier. Il s'agit, pour l'heure, de passer en revue 2014 et d'accepter ces comptes. Je vous remercie de suivre sur ce point le Conseil municipal.

Encore un mot sur les écarts: selon l'art. 9 du Règlement des finances (RDCo 621.1), tout écart considérable entre budget et compte annuel doit être justifié. Sont considérés comme écarts notables des charges supplémentaires ou des revenus moindres lorsqu'ils sont supérieurs à 10% et s'ils excèdent en même temps 10'000 fr. par rapport au budget. Le problème est que le budget est présenté par groupes de centres de profit, regroupant plusieurs centres de frais et de profits. Les justifications des écarts se font sur chaque centre de frais, compte général et compte spécifique, d'où la difficile comparaison et lisibilité. À partir de 2016 et avec l'introduction du nouveau modèle comptable, les justificatifs et écarts se feront par centres de profits et compte général, ce qui améliorera également la lecture de ce rapport.

## Mairie

**Dunning Samantha, au nom de la Commission de gestion:** Les comptes de la Mairie bouclent avec un résultat meilleur que prévu dans le budget. Les charges étaient sensiblement plus basses et les revenus plus hauts qu'attendus. Cependant, avec un solde négatif de 1'736'496 mio. fr., le résultat est plus mauvais qu'en 2013 où le solde négatif était de 25'553 fr. Cette dégradation, par rapport à 2013, est due à la

hausse des indemnités d'environ 2,5 mio. fr., que la Ville doit verser au Canton pour les transports publics. Ces indemnités peuvent largement varier d'une année à l'autre, selon le nombre d'habitants, le nombre des arrêts de bus, etc. Des économies ont aussi pu être réalisées au niveau des charges du personnel ainsi qu'au niveau des biens, services et marchandises, ce qui est lié au budget d'urgence et au moratoire sur la réoccupation des postes. Les revenus se sont également améliorés grâce aux dédommagements plus élevés ainsi qu'à l'augmentation des émoluments administratifs (compte 43100000) et des redevances d'utilisation et prestations de service (compte 43400000). Cette augmentation est due à l'augmentation du nombre de permis de construire complexes et détaillés.

Cependant, il ne faut pas malheureusement s'attendre à ce que cette augmentation se répète dans les prochaines années. À la page 63 du Compte annuel 2014, on peut constater que les charges du compte 318 "Honoraires, prestations de services" sont plus élevées qu'en 2013. Cela est dû au fait qu'une partie des honoraires pour les Annales biennoises 2013 a été payée en 2014 en plus des honoraires pour les Annales biennoises 2014. À la page 64, les charges du compte 380 "Attributions aux financements spéciaux" sont plus élevées que prévues d'environ 95'800 fr., ce qui est expliqué par le résultat des comptes de la société Parking Bienne SA, qui était meilleur que prévu. Ceci a également un effet sur le compte 480 "Prélèvements sur les financements spéciaux", à la page 66, dont les produits sont plus bas que prévus. À la page 65, compte 410 "Revenus régaliens et de concessions", on peut voir qu'ils sont plus bas que prévu d'environ 320'000 fr. Ceci s'explique par le fait que la Ville de Bienne a un certain nombre de millimètres à disposition de la part de Publicitas, qui édite la Feuille Officielle. Si ces millimètres ne sont pas totalement utilisés, Publicitas rembourse les millimètres non utilisés. En 2014, cette somme correspondait à 229'977 fr. Il est particulièrement complexe d'estimer à l'avance la somme, que remboursera Publicitas. Dans le budget le calcul était trop optimiste. Le calcul sera modifié pour l'an prochain, mais cela restera une estimation. À la page 65, compte 435 "Ventes", on voit que le revenu des ventes est plus élevé d'environ 74'000.- fr., ce qui est expliqué par des rentrées non budgétées du livre "Bieler Geschichte". Il y a également des subventions inattendues de la part du Canton, compte 461, pour les élections cantonales. La Ville avait oublié, que les élections cantonales avaient lieu.

À la page 67, compte 100 "État-major du secrétariat de direction", il y a quelques imprécisions. Par exemple, des revenus d'émoluments administratifs (compte 43100000) ont été budgétés, mais rien n'a été comptabilisé. Ceci était apparemment une erreur de budgétisation. Il y a aussi un prélèvement de 5'400 fr. sur les financements spéciaux, compte 48000000, qui n'avait pas été budgété, pourtant il était prévu. Il s'agit du financement de billets gratuits pour les Transports publics (Park & Ride), compte 36394005.

À la page 68, compte 110 "Marketing de la Ville", les contributions à des institutions privées (compte 36500000) sont plus basses, ce qui est expliqué par une réduction des contributions et de la participation à des événements ainsi que par la résiliation de l'affiliation à Suisse Tourisme. Une somme de 20'000 fr. avait été prévue pour des subventions à des institutions diverses (compte 36559900). Elle n'a pas été attribuée parce qu'elle n'a pas été demandée, ceci en lien avec des prêts pour la promotion économique, selon l'Ordonnance sur le règlement de la promotion économique de la Ville de Bienne. Ceci a aussi eu un impact sur le prélèvement moins élevé que prévu

sur les financements spéciaux, puisque ces subventions sont financées par les financements spéciaux. La diminution d'environ 117'000 fr. sur le compte 48000000 "Prélèvement sur les financements spéciaux" est aussi due au fait qu'il y a moins de projets de communication ou de développement pour la promotion de notre Ville.

À la page 69, compte 120 "Conseil municipal," on peut constater qu'il y a des frais d'honoraires supplémentaires de 22'500 fr. (compte 31800000), ce qui est directement en lien avec l'enquête administrative à la Direction de l'action sociale et de la sécurité. Cependant, ces frais ont pu être compensés dans les comptes du Conseil municipal.

À la page 73, compte 140 "Archives municipales" les comptes ont été influencés par des problèmes de moisissures, qui ont passablement occupé les collaboratrices de ce département.

Enfin, au compte 170 "Urbanisme", les différences entre les comptes et le budget 2014 et les comptes 2013 sont en grande partie expliquées par l'attribution au financements spéciaux (compte 38000000) liée au Parking Bienne SA, à l'augmentation des émoluments administratifs (compte 43100000) et à l'augmentation de permis de construire complexes et détaillés (compte 43400000).

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Je constate que la parole n'est plus demandée. Avant la pause, Monsieur Bohnenblust a une interpellation urgente à motiver.

#### **119. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20150228, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, "Action arbitraire de la Direction de la formation, de la culture et du sport"**

**Bohnenblust Peter, FDP:** In diesem Vorstoss geht es um allenfalls eigenmächtiges Handeln der Direktion Bildung, Kultur und Sport, das budgetrelevant sein könnte. Deshalb verlange ich die Dringlichkeit.

**L'urgence est accordée.**

**Interruption de la séance: 19h50 - 20h50**

#### **Direction des finances**

**Sutter Andreas, GPK:** Die Finanzdirektion figuriert als Drehscheibe für alle finanziellen Vorgänge im Rahmen der Rechnungslegung. Der Aufwand der Finanzdirektion ist rund CHF 20 Mio. höher als budgetiert, der Ertrag rund CHF 10 Mio. höher. Die Hauptdifferenz findet sich bei den Abschreibungen, die rund CHF 17 Mio. höher ausfallen als vorgesehen. Erfreulich ist, dass sich der Personalaufwand in Grenzen hielt und sogar etwas tiefer ausfällt als budgetiert. Die Finanzdirektion ist natürlich hochprofitabel, weil hier die Steuereinnahmen als Ertrag einfließen. Erst danach werden sie auf die anderen Direktionen verteilt, die - von einer Ausnahme

abgesehen - defizitär abschliessen. Bemerkenswert ist der bilanzierte Aufwand für die Tissot Arena mit einer Entnahme von CHF 22 Mio. aus der Spezialfinanzierung Entwicklung Bözingenfeld / Stades de Bienne (SGR 437.9). Das Resultat der Finanzdirektion ist aus Sicht der GPK befriedigend, auch bezogen auf die Darstellung. Eine tabellarische Darstellung war sehr schwierig, weil es mit HRM2 zu wesentlichen Abweichungen kommt, welche nichts mit dem eigentlichen Geschäftsverlauf zu tun haben. Das nachzuvollziehen, ist sehr schwierig. Ein Vergleich wird erst nächstes Jahr möglich sein, weil die Rechnungslegung erst dann dem neuen Rechnungsmodell folgt, allerdings werden sich Abschreibungen wesentlich anders präsentieren. Sobald HRM2 greift, müssen andere Zahlen ausgewiesen werden. Deshalb wird es auch schwierig sein, die Rechnung 2016 mit der Rechnung 2015 zu vergleichen. Die GPK empfiehlt Annahme der Rechnung der Finanzdirektion.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Je constate que la parole n'est plus demandée. L'objectif pour ce soir est de terminer avec les rapports de gestions et d'activités. Si nous atteignons cet objectif, je vous proposerai de renoncer à la séance de demain.

#### **Direction de l'action sociale et de la sécurité**

**Bösch Andreas, GPK:** Bei der Direktion Soziales und Sicherheit sind sowohl Aufwand als auch Ertrag in der Rechnung tiefer ausgefallen als budgetiert. Der Aufwand beträgt CHF 173,6 Mio. statt CHF 176,9 Mio., der Ertrag CHF 137,5 Mio. statt CHF 138,2 Mio.. Statt eines Aufwandüberschusses von CHF 38,6 Mio. resultiert ein solcher von CHF 36,0 Mio.. Das ist eine Abweichung von CHF 2,6 Mio.. Im ersten Moment erscheint dies als viel, in Relation zu den budgetierten CHF 176,9 Mio. ist es aber nur eine Abweichung von knapp 1,5%. Der Minderaufwand lässt sich durch tieferen Personal- und Sachaufwand erklären. Bemerkenswert ist auch, dass die Beiträge an private Institutionen um CHF 1,18 Mio. tiefer sind als budgetiert. Auf der Ertragsseite möchte ich die Bussen erwähnen. Zwar sind sie CHF 1,02 Mio. tiefer als budgetiert, aber sie sind auch CHF 200'000 höher als noch in der Rechnung 2013. Bei den eigenen Beiträgen sind - wie bereits erwähnt - die Beiträge an private Institutionen tiefer. Aber auch die Beiträge an private Haushalte fallen tiefer aus als budgetiert, auch wenn sie gegenüber der Rechnung 2013 weiterhin angestiegen sind. Jedenfalls war die Budgetierung in diesem Bereich relativ genau. Die GPK kommt nicht umhin, ihre Ermahnung nochmals zu wiederholen, da der Fehler in dieser Direktion passiert ist: das Dokument über die Abweichungen darf keine Namen von betroffenen Personen enthalten!

**Frank Lena, Fraktion Grüne:** Weshalb figuriert in der Rechnung kein Betrag für Pro Senectute? Dieser Beitrag wurde doch erst für das Budget 2016 gestrichen...

**Tanner Anna, Fraktion SP:** Im Vorfeld habe ich dem Gemeinderat einige Fragen gestellt. Besten Dank für die Antworten. Einige Fragen blieben aber noch offen und ich möchte sie hier nochmals stellen. Auf Seite 93 in den Konten 300 (Personalaufwand Behörden und Kommissionen) sowie 301 (Löhne Verwaltungs- und Betriebspersonal) figuriert in der Rechnung ein viel kleinerer Betrag als im Budget. Weshalb ist das so? Stimmt es, dass die Lungenliga nicht mehr unterstützt wird (Konto 302.36559300, Seite 99)? Zum Konto 302.36559900 (Beiträge an diverse



Institutionen, Seite 99): welche Institutionen werden mit diesen Geldern unterstützt und weshalb fällt der Betrag tiefer aus als budgetiert? Ferner habe ich gehört, dass noch nicht sicher ist, ob die Arbeitsintegration (Konto 352, Seite 111) aufgrund der finanziellen Situation weiterhin unterstützt werden soll. Der Fraktion SP ist eine weitere Unterstützung der Beschäftigungsmassnahmen zur sozialen Integration sehr wichtig.

**Bohnenblust Peter, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU:** Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU hat drei Fragen, die sie leider dem Direktor DSS vorgängig nicht gestellt hat. Dafür möchte ich mich entschuldigen.

1. Im Dokument «Begründung der Abweichungen» steht auf Seite 8, dass die KulturLegi budgetiert war, aber *"le paiement a été fait directement par la fondation gérée en question"*. In der Rechnung sind denn auch keine entsprechenden Ausgaben vermerkt (Konto 302.36541501, Seite 99). Welche Stiftung hat diese Kosten übernommen? Wird der vorgesehene Betrag im Budget 2016 wieder aufgenommen? Es kann ja nicht sein, dass Ausgaben einfach aus dem Budget gestrichen und dann über Dritte finanziert werden.
2. Auf Seite 11 des Dokuments «Begründung der Abweichungen» steht: *"Par mesure d'économies, ces derniers sont maintenant financés par le financement spécial."* Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU wünscht, dass eruiert wird, wer das geschrieben hat. Zudem soll die Verwaltung dahingehend instruiert werden, dass durch Bezüge aus Spezialfinanzierungen nicht gespart wird. Ich hoffe, der Gemeinderat kann diesen Wunsch umsetzen.
3. Auf Seite 13 des Dokuments «Begründung der Abweichungen» steht bei Konto 940.45200000: *"Keine Begründung, Buchung durch Finanzverwaltung"*. Das ist der Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU sauer aufgestossen. Sie erwartet, dass in solchen Fällen nachgefragt und der Stadtrat informiert wird, weshalb es zu solchen Abweichung kam. Ich hoffe, dass solche Begründungen in Zukunft nicht mehr vorkommen.

**Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit:** Besten Dank für die gestellten Fragen. Die Frage von Frau Tanner, weshalb die Löhne (Konto 300.30100000, Seite 93) tiefer ausfallen als budgetiert, konnte im Vorfeld nicht vollständig geklärt werden. Ich vermute aber, dass es sich dadurch erklären lässt, dass die damalige Direktionsadjunktin letztes Jahr die Direktion wechselte. Sicherlich fiel dadurch ein Teil ihres Lohns in der neuen Direktion an. Ferner wurde die Stelle Sekretariat Integrationsfachstelle nach der Pensionierung der bisherigen Stelleninhaberin im 2014 nicht wiederbesetzt. Was die Lungenliga betrifft, stimmt es, dass dieser Beitrag 2014 gestrichen wurde, und zwar bereits im Budget. Im Konto 302.36559900 (Beiträge an diverse Institutionen) werden je nach eingegangenen Gesuchen jedes Jahr andere Institutionen unterstützt. 2014 waren dies zum Beispiel der Schreibservice Benevol, die X-Days oder das Projekt «ensemble».

Zur Frage von Frau Frank betreffend Pro Senectute: die Gelder für die Pro Senectute werden nicht mehr von der DSS ausbezahlt, sondern von der BKS. Sie finden diesen Betrag neu unter Konto 402.36550400 (Seite 120).

Zur Frage von Herrn Bohnenblust: Für die KulturLegi gibt es eine verwaltende Stiftung, die Beiträge leisten kann. 2014 konnten die Beiträge für die KulturLegi effektiv von dieser Stiftung erbracht werden. Wie es für das Budget 2016 aussieht,

konnte ich nicht abklären. Die beiden weiteren Anregungen von Herrn Bohnenblust sind für mich nachvollziehbar und ich nehme sie gerne entgegen.

**Tanner Anna, SP:** Ich möchte noch wissen, ob einige der 2013 unter Konto 302.36559900 (Seite 99) berücksichtigten Institutionen 2014 keinen Antrag mehr stellten, oder ob deren Antrag nicht bewilligt wurde.

**Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit:** Diese Frage kann ich nicht beantworten. Ich denke aber schon, dass es Anträge gegeben hat, die negativ beantwortet worden sind. Ich könnte diese Frage aber noch per E-Mail beantworten.

### **Direction de la formation, de la culture et du sport**

**Pittet Natasha, au nom de la Commission de gestion:** Je parlerai aussi des comptes spéciaux qui dépendent de cette direction pour éviter de revenir une deuxième fois. La Commission de gestion (CDG) a quelques remarques au sujet des comptes du Département de la formation, de la culture et du sport. Lorsque j'ai posé des questions, au nom de la CDG, sur les écarts que je ne comprenais pas ou qui ne figuraient pas dans le tableau explicatif des écarts, j'ai reçu la réponse suivante: "*Comme c'est usuel, il n'y a pas d'explications sur des différences de moins de 10'000.- fr.*". Je suis bien consciente que c'est d'usage de ne pas expliquer ces écarts inférieurs à 10'000.- fr. dans le tableau explicatif des écarts, mais si la CDG pose la question, elle est en droit de s'attendre à une réponse. Notamment dans le cas précis, il s'agissait du compte 36640300 (page 126) "Subsides à la publication", qui a presque doublé de 10'000 fr. à 19'250 fr. J'aurais tout de même aimé savoir pourquoi. En plus, le ton général des réponses données par le Département de la formation, de la culture et du sport a parfois été laconique, voire lacunaire. Répondre par le seul mot "*correct*" et sans aucune explication, lorsque j'ai relevé que les numéros de deux comptes, à la page 20 du tableau des écarts, étaient erronés! Ceci ressemble plus à la réponse d'un animateur de jeux télévisés, qu'à celle du comptable! La CDG s'attend à plus de sérieux.

La CDG ne comprend pas, comment il est possible, que pour la deuxième année de suite les salaires des secrétaires des écoles ont été budgétés sur le compte 420 "École et sport" au lieu du compte 424 "Écoles des degrés primaires et secondaires". L'an dernier, lors de l'examen des comptes 2013, les responsables avaient déjà assuré que ce serait corrigé en 2014! La CDG espère, que cette correction sera effectuée pour les comptes 2015 et que cela continuera à être correct par la suite. La CDG s'inquiète également concernant le compte 35200000 "Dédommagements aux communes" (page 130). En effet une augmentation des charges a été expliquée par une augmentation des écolages reçus, alors qu'il s'agit effectivement de l'augmentation des écolages payés. Que le commun des mortels confonde charges et recettes peut s'expliquer, mais de la part de la personne responsable de la comptabilité dans un département de la Ville, c'est préoccupant. La CDG n'a relevé aucune divergence inquiétante dans les comptes du Département de la formation, de la culture et du sport et peut vous proposer de les accepter.

En ce qui concerne les crèches et les écoles à journée continue, la CDG tient à relever des problèmes de budgétisation. Par exemple, les indemnités pour perte de

gain, dont nous avons parlé lors de la discussion sur les financements additionnels, au début de la soirée, sont systématiquement budgétées beaucoup trop bas. Lorsque j'ai demandé la raison, au nom de la CDG, j'ai reçu la réponse qu'il s'agissait d'un problème partiellement structurel. Il faudrait donc, à l'avenir, porter un montant plus proche de la réalité au budget. La CDG a aussi demandé pour quelle raison le nombre de mauvais payeurs parmi les parents d'enfants fréquentant l'école à journée continue a tant augmenté et combien de cas existent au total. Il a été répondu, que l'administration des écoles à journée continue n'a pas ces chiffres. La CDG s'étonne de cette ignorance.

Pour les homes municipaux, il est expliqué dans le tableau des écarts, que la taxe de base pour l'infrastructure est maintenant intégrée dans la taxe de base elle-même. Mais dans le budget, ces deux taxes sont séparées. M'enquérant tout naturellement de la raison de ce changement, il m'a été répondu que ce n'est pas un changement, qu'il en va ainsi depuis 2011. La CDG se demande, dès lors, pour quelle raison cette différenciation est maintenue au budget depuis quatre ans maintenant et si tel a encore été le cas en 2015. Sous réserve de ces remarques, la Commission de gestion vous recommande d'adopter ces comptes spéciaux.

**Steinmann Alfred, Fraktion SP:** Der Aufwand der Direktion Bildung, Kultur und Sport (BKS) belief sich statt auf CHF 70,93 Mio. nur auf CHF 68,55 Mio.. Das heisst, dass gegenüber dem Budget CHF 2,38 Mio. eingespart wurden. Die Einsparungen resultieren primär aus dem Stellenwiederbesetzungsmoratorium und dem Notbudget. Man merkt der Rechnung an, dass auch die BKS durch die angespannte finanzielle Lage unter Druck geriet. Aus Spargründen kam es zu Betreuungsengpässen in den Krippen und die Klassengrössen in der Volksschule sowie in den Klassen für besondere Förderung blieben hoch. Beim Förderunterricht machte mich eine Lehrerin darauf aufmerksam, dass sie über 12 Kinder von der 1. bis zur 6. Klasse zu betreuen habe. Gerade diese Kinder sollten viel intensiver gefördert werden können. Gerade letztes Jahr musste eine Kleinklasse geschlossen werden, weil keine geeignete Lehrkraft gefunden werden konnte. Das ist gut für das Budget, nicht aber für die Kinder. Die Website des Ferienpasses kostete zusätzlich CHF 33'500.00 (Seite 134, Konto 432.31800000). Neu müssen sich die Schulkinder auf dieser Website anmelden. Eine Ferienpasszeitung gibt es - wohl aus finanziellen Gründen - nicht mehr. Das ist schade, denn diese Zeitung wurde von den Schulkindern immer von vorne bis hinten studiert. Vielleicht liege ich falsch, aber ich denke, dass der Ferienpass dieses Jahr weniger Kinder anziehen wird als in den Vorjahren. Das wird sich noch herausstellen. Ist es sinnvoll, wenn die Schulkinder statt am Ferienpass teilnehmen vor dem Fernseher sitzen, auch wenn dies aus finanzieller Sicht positiv wäre? Ich befürchte, dass die aufgrund des finanziellen Drucks von der BKS ergriffenen Sparmassnahmen langfristig hohe Kosten verursachen werden. Das wird sich aber erst im Lauf der nächsten 10 Jahren zeigen. Dannzumal werden andere im Stadtratssaal sitzen. Vergessen wir aber nicht, dass eine Investition in die Bildung auch eine Investition in die Zukunft ist! Die Fraktion SP dankt dem Personal der BKS für seine Arbeit im 2014 unter diesen erschwerten Bedingungen.

**Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport:** Madame Pittet, la Direction de la formation, de la culture et du sport a essayé de répondre le plus raisonnablement possible aux 21 questions que vous avez posées, parfois avec plusieurs lignes. J'espère que ces réponses vous aient satisfaites. Certaines

réponses sont peut-être un peu brusques et un peu rapides, j'en conviens. Nous essayerons de nous améliorer, à l'avenir, pour correspondre à vos attentes, puisque nous sommes là pour répondre à vos questions. Cela va de soi.

J'aimerais répondre à quelques questions, que vous avez posées. En ce qui concerne les subsides à la publication du Service de la culture, il y a plusieurs possibilités de soutien, toujours avec des petites sommes. En fonction des projets, la Direction de la formation, de la culture et du sport peut soutenir un projet avec de l'argent, qui reste dans un autre pot. Ces compensations de quelques mille francs sont possibles à l'intérieur du système. C'est ce qui s'est passé pour les quelques milliers de francs de différences pour les subsides à la publication. Les corrections pour le budget 2015 sont faites. Je les ai vérifiées. J'espère que nous sommes en train de sortir de ces difficultés. Un département de ma direction aura un nouveau responsable, à partir du mois d'août, qui a des compétences dans ce domaine. J'espère qu'avec lui nous aurons un œil attentif à ces questions, pour améliorer surtout la budgétisation.

Les budgétisations pour les crèches, les écoles à journée continue et même pour la scolarité obligatoire restent toujours difficiles puisqu'il y a des fluctuations parfois extrêmement importantes. Pour le salaire du corps enseignant, cela fait plusieurs centaines de milliers de francs. Donc, ce sont des sommes importantes qui sont difficiles à budgéter aussi précisément que dans d'autres domaines. J'admets qu'il y a une marge de progression assez sérieuse et j'espère que nous atteindrons ces progrès dès que possible.

Le but du nouveau modèle du Passeport vacances n'est pas de faire des économies, Monsieur Steinmann. Le but était d'améliorer le service. La Direction de la formation, de la culture et du sport devra prendre des mesures pour corriger les éventuels effets pervers sur certains enfants moins favorisés, qui ne peuvent plus avoir accès au Passeport vacances.

## **Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement**

**Scherrer Martin, GPK:** Die GPK kann der Direktion Bau, Energie und Umwelt (BEU) attestieren, dass sie die Ausgaben grösstenteils verantwortungsvoll getätigt hat und das Budget in fast allen Positionen eingehalten hat. So mussten für diese Direktion auch keine Nachkredite bewilligt werden, wurden doch sogar CHF 1,9 Mio. weniger ausgegeben als budgetiert. Das liegt primär daran, dass der Personal- und der Sachaufwand tiefer ausfielen als budgetiert. Zudem wurden auch weniger Leistungen bei Dritten eingekauft. Auf der Einnahmeseite konnten die budgetierten Beträge nicht überall erreicht werden. Die Konzessionen des ESB brachten CHF 100'000 weniger ein als budgetiert und es wurden etwas weniger Eigenleistungen erbracht als geplant. Wer ein Haar in der Suppe finden möchte, könnte sich fragen, ob im nächsten Budget die geplanten Erträge nicht reduziert werden sollten. Die GPK sucht aber keine Haare in der Suppe, sie hat das Gesamtbild im Auge. Sie kann deshalb sagen, dass die BEU eine gute Rechnung vorlegt. Entgegen dem Budget schliesst sie sogar mit einem positiven Ergebnis ab. Ich nehme auch Stellung zu den beiden Sonderrechnungen Kehricht (Seite 203 ff) und Abwasser (Seite 210 ff). Beim Kehricht zeigt sich ein ähnliches Bild wie bei der Direktion: es konnten nicht ganz so viele

Einnahmen erzielt werden wie geplant. Dies konnte aber durch kleinere Ausgaben kompensiert werden, da auch in diesem Bereich die Lohnauszahlungen geringer waren als budgetiert. Dadurch konnte eine Einlage von über CHF 900'000 in die Spezialfinanzierung Kehrriecht getätigt werden. Das gleiche Bild zeigt sich beim Abwasser. Auf der Ausgabenseite waren die Aufwände für Verbrauchsmaterial, Dienstleistungen und Honorare deutlich tiefer als budgetiert. Am Meisten ins Gewicht fällt aber der Minderaufwand beim Kanalunterhalt. Auch diese Rechnung schliesst mit einem positiven Ergebnis, wodurch CHF 330'000 der Spezialfinanzierung Abwasser zugewiesen werden konnten. Die GPK empfiehlt, die Rechnung der BEU zu genehmigen.

**Baltzer Niklaus, Fraktion SP:** Die Fraktion SP hat der Direktion Bau, Energie und Umwelt (BEU) verschiedene Fragen gestellt und befriedigende Antworten erhalten. Viele Antworten haben einen gewissen Zusammenhang mit personellen Schwierigkeiten oder krankheitsbedingten Ausfällen. Ich hoffe, dass sich die Situation in der Zwischenzeit stabilisiert hat. Ich möchte noch kurz auf einen anderen Punkt eingehen. In der Rechnung sind zwischen Seite 40 und Seite 55 die Verpflichtungs- und Investitionskredite aufgeführt. In der Stadt sind derzeit über 200 Projekte pendent. Es ist also viel vorgesehen. Ein grosser Teil dieser Projekte stammt aus der BEU. Nun gibt es aber einen weniger schönen Teil: in der letzten Spalte wird ersichtlich, welche Projekte abgeschlossen werden konnten. Leider sind darunter kaum Projekte der BEU zu finden, obschon es zum Teil um sehr alte Projekte geht, die mit einem Effort zum Abschluss gebracht werden könnten. Andernfalls wird die Realisierung immer weiter nach hinten verschoben, was die Abrechnung erschwert, weil nicht mehr alle Ausgaben nachvollzogen werden können.

**Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt:** Besten Dank für die lobenden Worte, die ich gerne weiterleite. Insbesondere die Problematik rund um die Abrechnungen wurde zu Recht hervorgehoben. Sie wurde von der Direktion erkannt. Damit mit diesen Abrechnungen vorwärts gemacht werden kann, wurde für ein Jahr eine 20%-Stelle geschaffen. In der ersten Jahreshälfte konnten bereits ungefähr 40 Kredite abgerechnet werden. Somit konnte der entstandene Rückstau nach Möglichkeit aufgeholt werden. Abrechnungen betreffend Kanalisation verzögern sich aber manchmal, weil der Deckbelag erst eingebaut werden kann, wenn sich der Boden auf der Baustelle gesenkt hat. Solche Projekte können deshalb erst abgerechnet werden, wenn nach ungefähr zwei Jahren auch noch der Deckbelag fertig ist. Es gibt aber tatsächlich auch viele Projekte älteren Datums, die jetzt bereinigt werden.

### **Comptes spéciaux**

**Schor Alfred, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU:** Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU empfiehlt Genehmigung der Sonderrechnungen. Aufgefallen ist mir speziell die Sonderrechnung Abwasser. Der Ertragsüberschuss beträgt CHF 331'000.-. Dazu kommen CHF 4 Mio. Abschreibungen. Das ist beides gut. Weniger gut findet meine Fraktion aber das undurchsichtige Hin- und Herschieben von ungefähr CHF 3,5 Mio. bei den Spezialfinanzierungen.

**Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt:** Tatsächlich kann die Sonderrechnung Abwasser mit einem Überschuss abschliessen. Es gibt in dieser

Sonderrechnung zwei Spezialfinanzierungen, einerseits die Spezialfinanzierung Rechnungsausgleich und andererseits die Spezialfinanzierung für Werterhaltung. Ich weiss, dass der diesbezügliche Text im Dokument «Begründung der Abweichungen» eine Zumutung ist. Das Thema ist extrem kompliziert. Es geht in diesen Spezialfinanzierungen einerseits um die Liegenschaftsentwässerung, andererseits aber auch um die Stadtentwässerung. Das sind zwei verschiedene Dinge, die aber von der gleichen Dienststelle gehandhabt werden. Es ist aber kein willkürliches Hin- und Herschieben zwischen den Spezialfinanzierungen. Vielmehr muss immer im ersten Jahr eine Einlage getätigt und erst im Folgejahr kann etwas entnommen werden. Das Geld ist aber immer zweckgebunden, denn es handelt sich um eine Sonderrechnung, mit zwei gebundenen Spezialfinanzierungen. Diese werden von Gesetzes wegen geführt. Die Abschreibungen sind ebenfalls normiert und werden sich mit HRM2 verändern. Die CHF 4 Mio. zeigen schlussendlich auch auf, dass im Boden ein rechtes Vermögen steckt.

### **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 25 mars 2015, et s'appuyant sur l'art 40, al. 1, ch. 4, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Il approuve le compte annuel 2014
2. Compensation du déficit au moyen de la fortune nette: fr. 8'574'981
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté

## **120. Rapport de gestion 2014 de l'Administration municipale biennoise**

### **Administration générale**

**Bösch Andreas, GPK:** Die GPK möchte der Stadtverwaltung danken für das Verfassen des Geschäftsberichts, aber auch für die tägliche Arbeit der Mitarbeitenden. Die GPK hat im Geschäftsbericht in jeder Direktion einzelne Punkte vertieft geprüft, verzichtet aber darauf, später noch zu jeder Direktion einzeln Stellung zu nehmen. Der Geschäftsbericht gibt wie jedes Jahr einen guten Überblick über die Arbeiten, Ereignisse und Kennzahlen unserer Stadt. Positiv findet die GPK, dass dieser Bericht die Stadt auch insofern repräsentiert, als er eine gelebte Zweisprachigkeit widerspiegelt. Deutsch und französisch wechseln sich sogar innerhalb der Kapitel ab. Nichts muss wiederholt werden. Das findet die GPK gut. Höchstwahrscheinlich liegt hier der letzte gedruckte Geschäftsbericht vor. Wenn ich mich recht erinnere, wurde im Rahmen der NHS-Debatte beschlossen, ihn nur noch elektronisch anzubieten. Das wäre der Zeitpunkt, das Design etwas zu überarbeiten. In Papierform ist der Bericht zwar sehr schön. Die blauen Schriften und Grafiken sind am Bildschirm aber schwierig zu lesen. Für den Stadtrat sicherlich interessant ist die Bilanz über die Schwerpunkte der gemeinderätlichen Politik im Kapitel 0. In knapper

Form wird deren Stand wiedergegeben und es wird ersichtlich, ob ein Ziel bereits erreicht, in Umsetzung oder in Planung ist oder ob darauf verzichtet wird (im vorliegenden Geschäftsbericht wird jedoch kein Verzicht vermerkt). Etwas schwieriger verständlich finde ich die detaillierten Ziele, vor allem, wenn sie als "*in Planung*" definiert sind. Dazu möchte ich ein Beispiel geben: Auf Seite 9 steht unter dem definierten Ziel 9.1: "*Dank kontinuierlicher Schulentwicklung wird die Schulqualität laufend verbessert.*" Dieses Ziel wird als "in Planung" definiert. Was heisst das? Wird dieses Ziel bereits umgesetzt oder ist es nur Absichtserklärung? Das ist verwirrend. Abschliessend empfiehlt die GPK den Geschäftsbericht zur Genehmigung.

**Grupp Christoph, Fraktion Grüne:** Ich möchte mich dem Dank meines Vorredners anschliessen. Ich habe gemeint, der gedruckte Geschäftsbericht sei weiterhin vorgesehen, nicht aber die gedruckten Legislaturziele. Ich kann mich irren, hoffe aber, dass das nicht der Fall ist. Der Geschäftsbericht ist sicher kein Buch, das man von A bis Z durchliest. Er ist aber unheimlich informativ und enthält sehr viele Details zu städtischen Tätigkeiten. Ich möchte dieses Dokument in gedruckter Form nicht missen, denn ein entsprechendes pdf herunterladen, dürfte kompliziert sein. Ich möchte primär auf einen Punkt eingehen, nämlich die Schwerpunkte der gemeinderätlichen Politik. Diese studiere ich jeweils genauer, weil sie einen interessanten Überblick über den aktuellen Stand geben. Bald ist das dritte Legislaturjahr abgeschlossen. Von 48 Zielen sind nur noch 9 in Planung, 3 werden bereits als erreicht definiert. Wenn 80% der gesetzten Ziele in Umsetzung sind und noch rund 1,5 Jahre der Legislatur vor uns liegen, sind wir sicher auf Kurs. Das ist ein Lob und eine Anerkennung wert, auch wenn "*in Umsetzung*" ein relativ dehnbarer Begriff ist. Ich danke dem Gemeinderat und der Verwaltung, dass die Legislaturziele nicht nur leere Worte sind, sondern auch tatsächlich verfolgt werden. Die Fraktion Grüne empfiehlt den Geschäftsbericht zur Genehmigung.

**Schor Alfred, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU:** Besten Dank für die übersichtliche Gestaltung dieses Berichts und die Aufarbeitung der Daten. Der Druck des vorliegenden Papiers hat gemäss Topf A der NHS-Debatte CHF 13'000 gekostet und der Gemeinderat schlägt vor, diesen Betrag einzusparen. Ich glaube, dass dieser Bericht bei den Meisten schlussendlich im Altpapier landet. Deshalb bin ich dem Gemeinderat dankbar, dass er sich dafür entschieden hat, dieses Geld nachhaltiger einzusetzen.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Im Namen des Gemeinderats möchte ich den Dank an die Mitarbeitenden für die erbrachten Leistungen und für das Verfassen des Geschäftsberichts bestens verdanken. Noch eine kleine Anekdote: Herr Grupp hat sich gefragt, wer dieses Dokument von A bis Z durchliest. Ich kann mich gut an mein erstes Jahr im Stadtrat erinnern. Im Juni 1997 flog ich kurz vor meiner ersten Stadtratsdebatte nach Amerika und zurück. Im Flugzeug las ich den ganzen Geschäftsbericht 1996! Ich war aber lernfähig und wusste im zweiten Jahr, was ich lesen muss und was nicht... Heute lesen wohl alle den Geschäftsbericht etwas selektiv. Hilfreich finde ich ihn vor allem, wenn man etwas sucht. Auch gewisse Themen dürften für einige interessant sein. Ich nehme es aber niemandem übel, der dieses Dokument nicht von A bis Z durchliest.

**Mairie**

La parole n'est pas demandée.

**Direction des finances**

**Sutter Andreas, Fraktion BVP/CVP/BDP:** Der Zusammenstellung der Ergebnisse der städtischen Betriebe (Seite 50) lassen sich durchaus positive Netto-Ergebnisse (Nettobetrefniss, letzte Kolonne S. 50 oben) entnehmen. Die CTS S.A. bildet hier insofern eine Ausnahme, als der EBIT/Betriebsgewinn negativ ist. Daher meine erste Frage: Nach welchem Rechnungslegungsmodell erstellt die CTS S.A. ihre Rechnung? Im Geschäftsbericht der CTS S.A. steht zurecht, dass das Geschäftsergebnis negativ ausgefallen sei. Die zweite Frage ist Folgende: Sollten in Biel tatsächlich zwei verschiedene Rechnungslegungsmodelle angewendet werden stellt sich die Frage, wie dies zukünftig zu regeln ist. Gerade Betriebe wie die CTS S.A., welche sich im Alleineigentum der Stadt Biel befinden, sind gemäss den HRM2-Vorschriften abzuschreiben. Wie wird diese Diskrepanz künftig gehandhabt?

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Ich möchte zur Frage betreffend CTS S.A. Stellung nehmen. Die Tabelle auf Seite 50 hat gegenüber den Vorjahren einen kleinen Mangel: Ich kann Ihnen heute nicht sagen, wo der Hinweis verloren ging, dass die Ergebnisse der Unternehmen im Zeitpunkt der Drucklegung noch provisorisch waren. Die Differenz rührt daher. Im Rahmen des Abschlusses CTS S.A. wurde hier später eine Nachtragsbuchung vorgenommen. Im Geschäftsbericht 2013 waren noch verschiedene Unternehmungen mit einem Sternchen markiert, wonach es sich um provisorische Zahlen handelte. Dieses Versehen tut mir leid. Bezüglich der Frage zu HRM2 und CTS S.A. muss ich Sie, Herr Sutter, enttäuschen: die CTS S.A. ist eine ganz normale Aktiengesellschaft gemäss OR. Für diese gilt HRM2 nicht! Sie muss auch nicht wie eine Sonderrechnung oder eine Spezialfinanzierung konsolidiert werden. Bisher wurde bei der CTS S.A. auch aus Kostengründen auf irgendwelche Regelungen gemäss Swiss GAAP FER oder international GAAP verzichtet. Vielmehr erfolgt eine ganz normale Buchhaltung nach schweizerischem Obligationenrecht, die keinerlei speziellen Rechnungslegungsstandards erfüllt. Nach Einschätzung des Gemeinderats muss sie auch in Zukunft keine solchen Standards erfüllen, die Rechnung ist ausreichend aussagekräftig. Anders sieht es bei den Spezialfinanzierungen und Sonderrechnungen aus. Diese werden in Zukunft für die Rechnungslegung konsolidiert und entsprechend HRM2 bilanziert werden müssen. Das wird der Stadtrat erstmals im Juni 2017 aufgrund des Rechnungsergebnisses 2016 zu sehen bekommen.

**Direction de l'action sociale et de la sécurité**

La parole n'est pas demandée.

**Direction de la formation, de la culture et du sport**

La parole n'est pas demandée.



**Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement**

La parole n'est pas demandée.

**Vote**

**Le rapport de gestion 2014 de l'Administration municipale est approuvé.**

**121. Rapport d'activités 2014 de la Commission de gestion**

**Bösch Andreas, GPK:** Nebst der Vorprüfung der gemeinderätlichen Geschäfte zu Händen des Stadtrates überwacht die GPK auch den Gang der Verwaltung. Sie hat die Aufsicht über die einzelnen Abteilungen der Verwaltung und auch über den Gemeinderat. Jedes Jahr besucht die GPK zwei Abteilungen der Stadtverwaltung und macht sich ein Bild der dortigen Situation. Danach erstattet sie dem Gemeinderat Bericht, stellt Fragen und macht gegebenenfalls Anmerkungen oder Vorschläge. 2014 besuchte die GPK die Abteilungen Bevölkerung und Personelles. Wie dem Bericht entnommen werden kann, wurden in der GPK 2014 viel weniger Geschäfte behandelt als 2013. Das bedeutet aber nicht, dass sie weniger zu tun gehabt hätte. Die Ausarbeitung des zweiten Budgets bedeutete auch für die GPK viel Arbeit. Im Umgang mit Zahlen passieren manchmal kleine Fehler, so leider auch im vorliegenden Bericht auf Seite 10. Im ersten Satz des Kapitels «Rechnung 2013» steht der Aufwandüberschuss habe 2013 CHF 31'648 Mio. betragen. Das Mio. muss natürlich - zum Glück! - gestrichen werden. 2014 war die GPK auch in zwei Administrativuntersuchungen involviert, die einerseits die Abteilung Soziales betrafen, andererseits Anfang 2014 die Abteilung EJS zum Thema Minussaldi bei den Mündelkonten. Gerade bei der zweiten Administrativuntersuchung war die GPK im Nachgang recht stark involviert und intervenierte auch wegen der Kommunikation. Die Funktionsweise der GPK zeichnet sich durch ein kollegiales Zusammenarbeiten über die Parteigrenzen hinaus aus. Zwar gibt es politische Differenzen, die auch hie und da geäußert werden. Sie sind aber nie Anlass zu Streit oder langen Meinungsverschiedenheiten. Trotz den verschiedenen politischen Hintergründen arbeiten die Mitglieder sehr sachlich zusammen. Das finde ich sehr lobenswert. Ich danke auch dem Ratssekretariat herzlich, das für die GPK viel Arbeit leistet. Ich danke auch dem Gemeinderat, welcher der GPK immer mit Rat und Tat zur Seite steht, falls sie irgendwelche Fragen hat. Ich danke auch allen Mitarbeitenden in der Verwaltung, welche die GPK jederzeit kontaktieren kann und der GPK immer offen Auskunft geben.

**Kaufmann Stefan, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU:** Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU möchte der GPK ihren Dank aussprechen für die geleistete Arbeit. In einem Milizsystem ist es nicht selbstverständlich, dass einem politischen Amt soviel Zeit gewidmet wird. Die GPK ist die wichtigste Kommission des Stadtrates. Sie ist für den Stadtrat wegweisend. Meine Fraktion folgt der GPK meist treu. Sie soll weiterhin am Ball bleiben, weiterhin kritisch bleiben und weiterhin die wegweisende Kommission des Stadtrates bleiben. Herzlichen Dank für das Engagement.

**Vote**

Le Conseil de ville **prend connaissance** du Rapport d'activités 2014 de la Commission de gestion.

**122. Rapport d'activités 2014 de la Commission PPP**

**Kaufmann Stefan, PPP Kommission:** Der Bericht entspricht mir, er ist sehr kurz. Das hängt aber nicht mit mir zusammen. Vielmehr hatte die PPP-Kommission 2014 nur zwei Sitzungen und sie unternahm einen Ausflug nach Thun, wo sie sich über das Betriebskonzept der Thun Arena AG informierte. Die Kommission beschäftigte sich mit dem Betriebskonzept der neuen Stadien, mit der Übertragung des Betriebs an die CTS und mit dem Nachkredit für die Baubegleitung. Die PPP-Kommission ist eine begleitende Kommission und in Vertretung der GPK zuständig für die Erstellung der Stadien. Sie ist angewiesen darauf, dass sie Informationen vom Gemeinderat erhält. Die Zeit vergeht sehr schnell: Wenn sich Anfang Jahr abzeichnet, dass eine Sitzung nötig wird, ist es plötzlich April oder Mai, bis die erforderlichen Informationen zur Verfügung stehen. Das Stadienprojekt neigt sich aber langsam seinem Ende zu. Sicherlich wird auch der nächste Geschäftsbericht kurz ausfallen. Die Kommission hat immer versucht, ihre Aufgabe wahrzunehmen. 2014 war einfach nicht mehr zu tun.

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Die Fraktion GLP hat sich gefragt, ob es diese Kommission noch braucht, nachdem der Bau nun eigentlich fertig gestellt ist. Falls ja, weshalb braucht es sie noch und wie lange noch?

**Kaufmann Stefan, PPP Kommission:** Bis zur Eröffnung der Stadien 2015 braucht es die Kommission noch. Der nächste grosse Arbeitsschritt wäre die Prüfung der Stadienabrechnung. Ob das aber die PPP-Kommission oder die GPK tun soll, hat der Stadtrat zu entscheiden. Wahrscheinlich macht es wenig Sinn, eine Kommission aufrechtzuerhalten, die in etwa zwei Jahren eine Abrechnung prüfen soll. Vielleicht gehören dann nicht einmal mehr alle ihre Mitglieder dem Stadtrat an. Ich könnte mir durchaus vorstellen, dass die Kommission mit der Eröffnung der Stadien aufgelöst wird.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Ich möchte mir nicht anmassen, darüber zu urteilen, wie lange es die Kommission noch braucht. Darüber soll der Stadtrat selber entscheiden. Herrn Kaufmanns Einschätzung, in zwei Jahren dürfte die Abrechnung fertig sein, ist wohl etwas optimistisch. Momentan wird die Stadienanlage abgenommen. Die wichtigen Elemente funktionieren und machen Freude. Aber es müssen noch viele Details bereinigt werden. Dazu kommt, dass die drei westlichen Aussensportplätze erst im Sommer 2016 fertiggestellt werden. Bis alle Abrechnungen von der Totalunternehmung erstellt und danach geprüft sind, vergeht sicher noch viel Zeit. Sicher würde es aber nicht schaden, wenn bei der Prüfung der Abrechnung Personen dabei wären, die das Geschäft kennen. Die ganze Ausführung fand ja unter meiner politischen Verantwortung statt. Dabei hat es mir sehr geholfen, dass ich früher Präsident der PPP-Kommission war und auch in der Jury war, die dieses Projekt

auswählte. Deshalb denke ich, dass auch für die Abrechnung etwas Hintergrundwissen sicher nicht schaden würde...

Ich möchte die Gelegenheit nutzen, um das grosse Stadionfest vom 25./26. September 2015 anzukünden. Am 25. September wird zwischen 18.00 Uhr und 20.00 Uhr ein offizieller Einweihungsakt stattfinden. Prominenz von Bund, Kanton und Stadt wird anwesend sein. Die Stadtratsmitglieder sind dazu herzlich eingeladen. Wer schon einmal im Stadion war, hat gesehen, welch tolle Anlage das wird. Sowohl für den Breiten- als auch für den Spitzensport werden sich neue Möglichkeiten ergeben. Wahrscheinlich kommt es nicht darauf an, ob das Stadion eine Woche früher oder später fertig wird, auch wenn diese Unsicherheit für die Planung in den Vereinen etwas ärgerlich ist. Wichtig ist, dass es eine tolle Anlage wird, die den Bedürfnissen entspricht. Es braucht die nötige Präzision bei Ausführung und Abnahme. Selbstverständlich freut mich nicht nur, dass der EHC Biel diese Anlage in der höchsten Liga in Betrieb nehmen können wird, sondern auch, dass der FC Biel in der zweithöchsten Liga verblieben ist. In diesem Sinn wünsche ich bereits jetzt allen Vereinen in ihrer neuen Heimstätte viel Erfolg. Auch für den Breitensport ergeben sich neue Dimensionen. Das zweite Eisfeld wird gedeckt sein. Somit wird man an einem regnerischen Sonntag Schlittschuh laufen können, was früher nicht möglich war. Probieren Sie das wieder einmal aus, aber brechen Sie sich keine Knochen!

## **Vote**

Le Conseil de ville **prend connaissance** du Rapport d'activités 2014 de la Commission PPP.

### **123. 20150155 Contrôle des prestations 2014 de la société CTS S.A.**

**Gurtner-Oesch Sandra, GPK:** Die Zahlen der CTS S.A. sind zwar nicht mehr ganz so erfreulich wie 2013. Das finanzielle Ergebnis beläuft sich auf ein Minus von CHF 7'651.-. Die CTS S.A. erklärt diesen Verlust mit einem schlechten, verregneten Sommer, was zu Mindereinnahmen beim Strandbad führte. Der Verlust ist über das Eigenkapital gedeckt, welches noch über CHF 500'000.- beträgt. Trotzdem ist das Ergebnis der CTS S.A. erfreulich, und zwar insbesondere deshalb, weil die Subventionen der Stadt zur Erbringung der «Service-public»-Dienstleistungen nicht höher als CHF 400'000 ausfallen, was das Vorjahrestief erneut übertrifft. Das ist beachtlich, zumal die Rahmenbedingungen für die angestammten Produktbereiche (Kongresshaus, Hallenbad, altes Eisstadion) oft nicht ideal waren. Die GPK hat die einzelnen Produkteblätter detailliert geprüft und ihr sind keine Ungereimtheiten aufgefallen. Die Begründungen der Abweichungen zur Vorjahresrechnung oder zum Budget sind aus Sicht der GPK plausibel. Die GPK möchte hervorheben, dass die CTS S.A. bezüglich Inbetriebnahme der Tissot-Arena viel Leistungen erbrachte und immer noch erbringt. Diese fängt sie alle im "Courant normal" auf, was nicht selbstverständlich ist. Trotzdem kann sich die GPK dem Eindruck nicht ganz verschliessen, dass unter dem grossen Engagement zugunsten der Tissot-Arena die anderen Produktbereiche vielleicht etwas weniger Aufmerksamkeit genossen haben. Wie gesagt, begrüsst die GPK aber explizit den Fokus auf die Tissot-Arena. Die

Inbetriebnahme der Tissot-Arena absorbiert sicher auch 2015 noch Kräfte. Wenn ab 2016 wieder alle Produktbereiche ähnlich gewichtet werden können, ist die GPK zufrieden. Sie ist auch zuversichtlich, dass dies der Führung der CTS S.A. gelingen wird. In diesem Sinn empfiehlt die GPK, den vorliegenden Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Besten Dank für die wohlwollende Beurteilung der Leistung der CTS S.A.. Den Dank gebe ich gerne weiter, denn die CTS S.A. leistet im Zusammenhang mit dem bevorstehenden Bezug der Tissot-Arena sehr viel. Wie die GPK-Sprecherin erwähnte, mussten die «Service-public»-Dienstleistungen einmal mehr deutlich weniger subventioniert werden als im Leistungsvertrag vorgesehen. Grund dafür ist, dass die anderen Bereiche, insbesondere der Sport im Kongresshaus, gut rentieren. Trotzdem schliesst die Rechnung mit einem Verlust ab. Gerade im Bereich Sport dürfte die Konkurrenz in Zukunft grösser werden. Im Bieler Tagblatt war kürzlich zu lesen, gemessen am Schweizer Durchschnitt gebe es in Biel noch zu wenig Fitnesscenter. Diesen Eindruck teile ich nicht, denn im Herbst eröffnet im ersten Stock des früheren Hotel Elite mit dem "Flower Power" nochmals ein grösseres Fitnesscenter, ein anderes besteht seit Kurzem an der Nidaugasse. Das ist für die CTS S.A. nicht einfach. Sicher hat sie ein gutes Angebot mit einigen USP (unique selling points). So kann beispielsweise kein anderes Fitnesscentrum ein Hallenbad anbieten. Trotzdem verschärft sich das Umfeld. Die CTS S.A. hat eine neue, sehr engagierte Sportchefin. Das Marktumfeld kann aber nicht einfach verändert werden. Ich gehe davon aus, dass die CTS S.A. künftig gerade im Bereich Sport einen leichten Rückgang spüren wird. Auch das Saalgeschäft im Kongresshaus hat es derzeit etwas schwerer. Aufgrund der Wirtschaftslage werden grössere Seminare und Kongresse momentan etwas zurückhaltender gebucht. Viele Unternehmen leiden unter dem starken Franken. Sie müssen ihre Kosten optimieren und verzichten deshalb auf solche Anlässe. Ich gehe nicht davon aus, dass das Ergebnis der CTS S.A. 2015 gleich gut ausfallen wird wie 2014. Beim Kongresshaus sehe ich aber auch Chancen. Das neue Parking ist eröffnet und die Oberflächengestaltung sowie die Veränderung des Strassenraums können in Angriff genommen werden. Nach der Fertigstellung können neue Anlässe geplant werden, für welche das Kongresshaus, der gedeckte Vorplatz und auch der Aussenraum genutzt werden können, und zwar in unmittelbarer Nähe von 500 Parkplätzen. Das ist eine klare Verbesserung für den Seminar- und Kongressstandort Biel. Auch dank der Tissot-Arena können neue Veranstaltungen nach Biel geholt werden. Die Stadien müssen aber zuerst in Betrieb genommen werden, was viele Ressourcen bindet. Im Rahmen des Möglichen schenkt die CTS S.A. aber auch den anderen Bereichen nach wie vor Aufmerksamkeit. So konnten Synergien mit der Beachmania genutzt werden und die Beachvolleyfelder im Strandbad an die heutigen Anforderungen angepasst werden. Wo sich Möglichkeiten bieten, werden sie von der CTS S.A. genutzt.

**Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 20 mai 2015 concernant "Contrôle des prestations 2014 de la CTS S.A." et s'appuyant sur l'art. 7 du contrat de prestations avec bail à ferme conclu entre la Commune municipale de Bienne et la société Congrès, Tourisme et Sport S.A. en date du 19 mars 2009, le Conseil de ville **arrête**:

Il est pris connaissance du rapport sur le contrôle des prestations 2014 de la société CTS S.A.

**124. 20150151 Transports publics biennois (TPB) / Rapport de gestion et compte annuel 2014**

**Dunning Samantha, au nom de la Commission de gestion:** La Commission de gestion (CDG) prend connaissance du rapport de gestion du compte annuel 2014 des Transports publics biennois (TPB). Au niveau comptable, la CDG constate, que les TPB bouclent leurs comptes avec un bénéfice de 214'400 fr., comprenant la déduction des intérêts et des impôts. Les bénéfices sont sensiblement plus bas qu'en 2013. La fusion avec Funic SA et l'investissement d'un nouveau système de distribution de billets en lien avec la communauté tarifaire Libero ont influencé les chiffres de 2014. La différence avec 2013 s'explique aussi par la Fête fédérale de gymnastique, qui avait eu un impact positif en 2013. Pour 2014, une légère augmentation des passagères et passagers des TPB a été enregistrée, ce qui est en lien direct avec la fusion avec Funic SA. Au niveau des événements marquants en 2014, il y a eu, outre la fusion avec Funic SA, le développement d'une nouvelle stratégie qui souhaite privilégier l'agglomération comme zone prioritaire d'activité commerciale et investir pour l'amélioration de la qualité dans tous les domaines. Cela implique, entre autres, l'optimisation du réseau de transports, la communication envers la clientèle et le personnel ou le renouvellement du personnel. Il y a eu aussi un changement de fonctionnement au sein de la Direction, défini désormais comme un organe collectif, ce qui mène à de nouvelles manières de travailler entre les départements. Enfin, il y a eu le passage à la communauté tarifaire Libero. La CDG prend donc connaissance du rapport et remercie les TPB pour la rédaction du rapport.

**Grupp Christoph, Fraktion Grüne:** Wer schon etwas länger im Stadtrat ist, weiss, dass ich mir bezüglich Geschäftsberichts der VB oft den Frust von der Seele geredet habe. Ich war öfters der Meinung, dieser Geschäftsbericht sei seinen Namen auf verschiedenen Ebenen nicht wert, insbesondere aber hinsichtlich der Umwelt. Dieses Jahr kommentiere ich den Geschäftsbericht der VB gerne und mit relativ wenig Frust. Ich will nicht zu allen betriebswirtschaftlichen Elementen Stellung nehmen, die meine Vorrednerin bereits erwähnt hat. Mir geht es mehr um die Ausstrahlung des Geschäftsberichts und darum, welche Entwicklungen ihm entnommen werden können. Der Bericht kommt in einem neuen, frischen Layout daher und ist gut lesbar. Das ist eine massive Verbesserung gegenüber den Vorjahresberichten. Ich glaube, das reflektiert auch, dass bei den VB vielerorts ein neuer Wind weht. Sehr bemerkenswert finde ich, dass die Menschen stark im Vordergrund stehen, welche die VB prägen. Gerade im Hinblick darauf, dass die VB in den letzten Jahren immer

wieder mit auch das Personal betreffenden Negativschlagzeilen in der Lokalpresse waren, finde ich die neue Gestaltung sehr wohltuend. Offenbar ist sehr viel passiert. Der Bericht nimmt auch Stellung zu Verbesserungen im Personalmanagement und in der Personalbetreuung und es kam zu Änderungen beim Direktionssystem. Jetzt ist es eher ein Geschäftsleitungs-Modell. Ein solch partizipativer Ansatz mag mehr Aufwand bedeuten, ich gehe aber davon aus, dass er auch Mehrwert bringt. Auch ist offenbar ein neues Riskmanagement in Kraft. Im Bericht werden 28 Ziele zitiert, leider nicht im Detail. Ein Wort zur Zielerreichung wäre interessant. Wann wurden die Ziele etabliert, bis wann sollen sie erreicht sein und wie ist der Stand heute? Wie bereits gesagt wurde, fand Integration auf verschiedenen Ebenen statt, was massive Anpassungen mit sich brachte. Offenbar sind diese gelungen. Ich denke an die Einführung des Libero-Verkehrsverbundes oder die Integration der Funic AG., welche lobend zur Kenntnis genommen werden dürfen. Aus dem Bericht wird spürbar, dass das eine gute Sache ist.

Nun komme ich trotzdem noch zu einem Aber: noch immer enthält der Bericht keine Umweltleistungen. Das finde ich nach wie vor schade. Der Umgang mit Ressourcen ist heute für jede Unternehmung ein absolut zentraler Faktor. Der CO<sub>2</sub>-Ausstoss sollte für einen Verkehrsbetrieb eine absolut zentrale Grösse sein. Ich möchte die anwesenden Verwaltungsratsmitglieder beten, sich diesbezüglich einzusetzen. Der Umgang mit Ressourcen ist letztendlich eine betriebswirtschaftlich wichtige Grösse, die in Zukunft noch wichtiger werden wird. Welche und wieviel Energie wird verwendet? Nimmt der Energieverbrauch zu oder ab? Wird die Flotte effizienter, sinkt oder steigt ihr CO<sub>2</sub>-Ausstoss? Vielleicht werden solche Angaben sogar erhoben, aber der Bericht schweigt sich darüber aus. Es wäre schön, wenn sich die VB nach dem Riskmanagement, dem Personalmanagement und verschiedenen betriebswirtschaftlichen Verbesserungen nun auch noch diesem Thema annehmen könnten. Fazit: ich denke, die VB sind mit diesem Geschäftsbericht auf dem richtigen Weg. Ich bin gespannt und habe wieder etwas mehr Hoffnung, dass in kommenden Jahren auch etwas über die Umwelt in diesem Bericht stehen wird, denn diese ist für ein Verkehrsunternehmen ein wichtiger Marketingfaktor.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Besten Dank für die intensive Auseinandersetzung mit dem neuen Geschäftsbericht und die wohlwollende Aufnahme. Dahinter stecken Personen. Die VB haben auch eine neue Direktionsassistentin, die übrigens als erste Lernende auf der Stadtkanzlei von Herrn Pagani ausgebildet wurde. Heute ist sie unter anderem für die Kommunikation der VB verantwortlich und der neue Geschäftsbericht basiert auf ihren Ideen. Neu soll der Geschäftsbericht immer unter einem Motto stehen, dieses Jahr "Integration". Herr Grupp, Sie haben recht, die Umweltberichterstattung könnte noch ausgebaut werden. Die Gründe sind einerseits die neue Direktionsassistentin, welche sich momentan im Mutterschaftsurlaub befindet, und dadurch Ressourcen für gewisse Ausbauschritte fehlen. Andererseits muss die Umweltberichterstattung separat aufgebaut werden, weil der Kanton für seine Berichterstattung keine Umweltthemen vergibt. Deshalb hatte dieser Themenbereich für die VB nicht oberste Priorität. Ich möchte aber noch auf drei Punkte hinweisen:

1. Die Fahrleitungen der VB schimmern neuerdings grün, denn sie werden zu 100% mit Ökostrom gespeist. *(Gelächter)*
2. Auf dem Depotdach der VB wurde eine Solaranlage installiert. Das Gebäude kann jetzt weitgehend mit selbst produziertem Strom versorgt werden.

3. Derzeit läuft in Zusammenarbeit mit der Stadt Luzern eine Ausschreibung für eine neue Autobus-Generation. Diejenigen, die für die Expo.02 gekauft wurden, müssen bereits ersetzt werden (so schnell geht das)... Die neuen Zweiachser-Busse wurden mit Hybridantrieb ausgeschrieben, wobei sich VB und Kanton dazu noch im Clinch befinden. Alle bernischen Städte mit öffentlichen Verkehrsbetrieben haben verlangt, dass der Kanton die Mehrkosten für Hybridfahrzeuge als abgeltungsberechtigt einstuft. Die Antwort des Kantons war wenig enthusiastisch und ausweichend... In der Zwischenzeit sind aber die Preise für die Hybridfahrzeuge gesunken und es gibt wieder Hoffnung, dass der Offertrahmen eingehalten werden kann.

Es stimmt, dass in den Bereichen Personal, Auftritt gegen aussen und Kommunikation sehr viel getan wurde. Erkenntnis aus früheren Vorkommnissen war, dass diese falsch angegangen wurden. Herr Grupp hat die Zeitungsberichterstattung dazu erwähnt. Gemäss objektiver Einschätzung des Verwaltungsrates enthielt diese auch die eine oder andere polemische Geschichte, die nicht ganz richtig dargestellt wurde. Wo Rauch ist, ist aber sicher auch Feuer. Trotzdem trug sich nicht alles so zu wie in den Medien dargestellt. Teilweise wurde zu Unrecht auf einzelne operativ Verantwortliche der VB geschossen. Schon als Kind lernt man, dass es zum Streiten meistens zwei braucht. Das ist auch bei den VB manchmal so...

Auch bezüglich den VB kann ich dem Stadtrat noch ein Datum bekannt geben: am 25. Oktober werden 75 Jahre Trolleybus gefeiert, denn vor 75 Jahren fuhr in Biel der erste Trolleybus. Es wird kein pompöses Fest, aber doch etwas Kleines für die Öffentlichkeit. So sind öffentliche Fahrten mit dem ersten eingesetzten Trolleybus geplant, der heute noch für Extrafahrten eingesetzt wird. Gelenkbusse wurden in Biel erst sehr spät eingesetzt, aber bereits seit den 1960er-Jahren verkehrten überlange Dreiaxser. Einer dieser Grossraumtrolleybus wurde von einem neuenburgischen Verein gekauft und wird für dieses Fest wieder nach Biel kommen. Es ist aber noch nicht ganz klar, ob er noch fahrtüchtig ist, denn gewisse Elemente des Sicherungssystems sind möglicherweise zu veraltet. Sicher wird aber die Entwicklung der Busse sichtbar. Die VB selber sind ja schon viel älter als 75-jährig. Sie wurden 1877 mit einem "Rösslitram" gegründet. Dieses Jahr wird aber 75 Jahre Trolleybus gefeiert, also nichts in Zusammenhang mit einem Tram...

## **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 20 mai 2015 concernant "Transports publics biennois (TPB) / Rapport de gestion et compte annuel 2014", et s'appuyant sur l'art. 12, al. 3 du Règlement du 26 novembre 2000 sur la création de l'entreprise municipale autonome de transport de Bienne (RDCo 764.0), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Il est pris connaissance du rapport de gestion et du compte annuel 2014 (rapport de révision inclus) des Transports publics biennois (TPB).

**125. 20150159 Contrôle des prestations 2014 de la société Parking Bienne S.A.**

**Bösch Andreas, GPK:** Dies ist das letzte Leistungscontrolling der Parking Biel AG ohne das neue Kongresshaus Parking. Der Umsatz im Bahnhofparking ging leicht zurück, liegt aber mit CHF 1,2 Mio. immer noch über der von der Stadt definierten Mindestlimite von CHF 900'000.-. Zusätzlich zum Pachtvertrag erhält die Stadt 70% des die Limite übersteigenden Betrages. Auch beim Altstadtparking ist im Bericht erwähnt, wie die Abgeltungen an die Stadt geregelt sind. Seit 2014 beträgt die Pacht 75% des gesamten Nettoparkierungserlöses. Deshalb fällt die Abgeltung an die Stadt 2014 etwas höher aus als 2013, obwohl der Umsatz sank. Die GPK möchte noch auf eine kleine Divergenz hinweisen. Auf Seite 7 des Leistungscontrollings der Parking Biel AG steht: *"Die Parking Biel AG erachtet das Grundkonzept für die konzentrierten Parkieranlagen in Biel vorerst als abgeschlossen (...)"* Der Bericht des Gemeinderats relativiert auf Seite 4: *"Dies kann sich allenfalls (...) zu gegebener Zeit ändern."* Heute kann der Stadtrat aber einfach vom Leistungscontrolling 2014 der Parking Biel AG Kenntnis nehmen.

**Sutter Andreas, Fraktion BVP/CVP/BDP:** Während der Pause habe ich im Restaurant "Egge" gegessen und mir dabei das Parkleitsystem angeschaut. Im Leistungscontrolling der Parking Biel AG steht kein Wort darüber. Auch das Kongresshausparking ist im Parkleitsystem noch nicht ersichtlich. Wer ist zuständig für dessen Update?

**Ogi Pierre, au nom du Groupe socialiste:** Le Groupe socialiste a étudié le dossier et est d'accord avec ce qui a été dit par le Président de la Commission de gestion. Je me suis rendu dans ces parkings. Au Parking de la Gare, il y a seulement un robinet d'eau froide, ce qui rend le nettoyage difficile. Au Parking de la Vieille Ville, il y a aussi seulement un robinet d'eau froide, pas de poubelles et pas de cendriers. En plus, il n'est pas possible de téléphoner depuis l'intérieur du parking, parce qu'il n'y a pas d'antenne. Dans le tout nouveau Parking du Palais des Congrès, la caisse enregistreuse ne fonctionnait pas le samedi de la Braderie. Il n'y a pas de toilettes pour le public et pas de colonne de secours dans ce parking, qui a coûté si cher. Mais, les places de stationnement dans le nouveau parking sont dignes des plus belles voitures, qui circulent à Bienne. Le bâtiment du nouveau parking a une surface extraordinaire. Sera-t-il possible d'y installer des marchés ou une grande roue, comme sur la Place de la Gare?

**Steidle Silvia, directrice des finances:** L'exercice boucle avec un bénéfice de 364'000 fr., soit une légère baisse par rapport à 2013. Le Parking de la Vieille Ville est encore en phase de lancement, ce que la société Parking Bienne S.A. espère améliorer avec des actions de marketing ciblées. L'offre de places de parc de longue durée n'est malheureusement pas assez connue. Une publicité a été installée, qui est visible sur le bâtiment où se trouve le parking. Plusieurs locaux commerciaux, situés en dessous du parking, sont toujours vides, ce qui influence aussi le taux d'occupation du parking. Les caisses enregistreuses, dans le Parking de la Gare ont pu être remplacées. Depuis peu, un tarif a été introduit au quart d'heure. Le chantier de l'Esplanade a pu être terminé dans les temps dans le cadre financier prévu de 28 mio. fr. Ainsi, les parkings publics du Centre-Ville ont pu être réalisés. Des modifications, en lien avec l'A5, pourraient voir le jour dans le secteur de la Gare. Mais, c'est de la musique d'avenir.



Par rapport aux critiques de Monsieur Ogi, je suis moi-même utilisatrice fervente de nos parkings et j'ai toujours trouvé des poubelles, en tout cas dans le Parking de la Vieille-Ville. Dans le Parking du Palais des Congrès, des poubelles vont encore être installées. Concernant la possibilité d'organiser des manifestations sur le Parking du Palais des Congrès, ce parking peut supporter de lourdes charges. Il ne pourra cependant pas supporter des manèges, car ceux-ci vibrent et cela abîmerait effectivement la toiture. Mais des manifestations pourront être organisées, avec une charge jusqu'à 40 tonnes. Ce parking est en phase de lancement, avec de petites et moyennes pannes. Il était vraiment urgent d'ouvrir ce parking pour la Braderie. Il y aura aussi quatre bornes pour le chargement des batteries des voitures électriques. La caisse enregistreuse du Parking de la Vieille-Ville sera également remplacée à la fin de cette année.

### **Vote**

S'appuyant sur l'article 9 du Règlement concernant la société Parking Bienne S.A. (RDCo 761.6), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Il est pris connaissance du rapport du Conseil municipal du 20 mai 2015 concernant l'exécution des tâches confiées à la société Parking Bienne S.A. conformément au Règlement concernant la société Parking Bienne S.A.

### **126. 20150144 Rapport d'activités 2014 d'Energie Service Biel/Bienne**

**Scherrer Martin, GPK:** Ich komme zuerst auf das finanzielle Ergebnis des ESB zu sprechen. 2014 lieferte der ESB der Stadt CHF 15,28 Mio. ab, das ist mehr als 2013. Der ESB kann sich weiterhin erfolgreich im Marktumfeld behaupten und die Ausgliederung war erfolgreich. Ich gehe etwas mehr ins Detail: Auf der Einnahmenseite leidet der ESB unter den fallenden Energiepreisen, was zu sinkenden Umsätzen führt. Auch im Gasmarkt sinken die Preise. Zudem musste letztes Jahr wegen des milden Winters weniger geheizt werden, was beim ESB zu Mindereinnahmen führte. Wenn die Einnahmen sinken, müssen auch auf der Ausgabenseite Massnahmen ergriffen werden. Das hat der ESB erfolgreich getan. Er ergriff Massnahmen zur Kostenkontrolle und Kostenanalyse und er führte ein internes Kontrollsystem ein (was aus Sicht der GPK für die Stadt eine laufende Pendezenz ist...) In der Summe fällt das Ergebnis des ESB sehr positiv aus. Bezüglich Projekten stand natürlich die ganze Erschliessung der Tissot-Arena mit ihrer grossen Solaranlage im Vordergrund. Ein gut sichtbares Bauwerk ist auch das Wasserkraftwerk Hagneck. Dem Bericht ist jedoch auch zu entnehmen, dass das geplante Wirbelwasserkraftwerk aufgrund von Ansprüchen an den Naturschutz und an die Hochwassersicherheit nicht realisiert werden kann. Zum Abschluss möchte ich Herrn Fehr sagen, dass nicht nur der Strom in den Fahrleitungen der VB grün schimmert. Auch zahlreiche BielerInnen setzen auf einen Strommix aus erneuerbaren Energien und sind nicht zurückgekehrt auf den etwas günstigeren Mix mit nicht erneuerbaren Energien. Die GPK empfiehlt, vom Bericht Kenntnis zu nehmen. Da der ESB ausgelagert ist, geht es nur noch um eine Kenntnisnahme.

**Bösch Andreas, Fraktion Grüne:** Die Fraktion Grüne nimmt Kenntnis von diesem umfangreichen und schön bebilderten Geschäftsbericht. Zum zweiten Mal erstattet der ESB dem Stadtrat in seiner neuen Rechtsform Bericht. Der Fraktion Grüne fielen zwei Aspekte auf:

1. Im Bericht wird Erdgas sehr offensiv beworben. Für die Fraktion Grüne ist es etwas schwierig, dies in Zusammenhang mit der Nachhaltigkeit zu bringen. Erdgas wird zwar mit einem grünen Blatt beworben, es sollte aber allen klar sein, dass es sich dabei nicht um eine erneuerbare Energiequelle handelt, auch wenn die CO<sub>2</sub>-Bilanz deutlich besser ausfällt als beim Erdöl.
2. Der Gemeinderat nimmt in seinem Bericht immer wieder Bezug auf die Eigentümerstrategie. Diese ist dem Stadtrat aber nicht bekannt und er kann sie auch nicht einsehen. Für die Fraktion Grüne stellen sich folgende Fragen: der ESB ist ausgelagert und behauptet sich im Moment gut auf dem Energiemarkt. Die Zukunft wird aber zeigen, wie es weitergeht. Wie wird die Eigentümerstrategie adaptiert? Was wäre, wenn in Zukunft beispielsweise auf alternative Formen der Energiespeicherung wie der Gaselektrolyse umgestellt werden sollte? Das ist zwar Zukunftsmusik, aber in einem Netz wie dem Bieler Gasnetz wäre das durchaus realisierbar. Deshalb möchte die Fraktion Grüne etwas besser informiert werden über die Eigentümerstrategie. Hat der Stadtrat dazu noch irgend etwas zu sagen?

**Grupp Christoph, Grüne:** Der Geschäftsbericht kommt für mich daher wie eine PR-Initiative für Erdgas. Erdgas ist ein fossiler Rohstoff. In den 1970er-Jahren wäre eine solche Berichterstattung vielleicht in Ordnung gewesen, heute ist der ESB damit aber 40 Jahre zu spät, da das Erdgas nicht mehr zeitgerecht ist. Als ich mich vor drei Jahren für die Ausgliederung des ESB und für mehr Marktnähe eingesetzt habe, stellte ich mir etwas anderes darunter vor. Ich bin enttäuscht.

**Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt:** Besten Dank für die gute Aufnahme insbesondere durch den GPK-Sprecher. Ich denke, dass der ESB in einem schwierigen Umfeld sehr gut unterwegs ist. So hatte er zum Beispiel weniger Kundenverluste zu verzeichnen als der Durchschnitt der Schweizer Energieunternehmen. Gleichzeitig ist sein Stromangebot sehr erneuerbar. Nur wenige Firmen und Private haben einen Strommix mit nicht erneuerbaren Energien bestellt. Im Gesamtmix des ESB finden sich 85% erneuerbare Energie. Es dürfte in der Schweiz nur wenige Energieversorger mit einem so guten Verhältnis geben. Das ist sehr vorbildlich, funktioniert aber nur, weil die Privaten auch mitziehen.

Es stimmt, dass der vorliegende Geschäftsbericht gaslastig ist. Sein Vorgänger war wasserlastig und der nächste wird er voraussichtlich stromlastig sein. Schwerpunkt des Geschäftsberichts soll jedes Jahr ein anderes Geschäftsfeld des ESB sein. Dazu gehört auch Gas. Der Geschäftsbericht soll aber keine Werbebroschüre für Gas sein. Trotzdem wird Gas in Biel zum Teil auch beworben. Wo bereits Gasleitungen vorhanden sind, versucht der ESB die Bevölkerung dazu zu bringen, von Öl- auf Gasheizungen umzusteigen. Auch wenn damit weiterhin ein fossiler Energieträger verwendet wird, kann mit diesem Wechsel bereits ziemlich viel CO<sub>2</sub> eingespart werden.

Wie gemäss Art. 5 des Reglements für das selbständige Gemeindeunternehmen Energie Service Biel/Bienne (ESB) (SGR 741.1) vorgesehen, hat der Stadtrat die

Eigentümerstrategie am 25. Oktober 2012 genehmigt. Unterdessen hat der Verwaltungsrat des ESB auch seine Unternehmensstrategie verabschiedet. Sie ist der Eigentümerstrategie und der Dienstleistungsvereinbarung nachgelagert. Gemäss Unternehmensstrategie ist Wärme (und damit das Gas) eine der strategischen Stossrichtungen. Der ESB arbeitet momentan an mehreren Projekten für erneuerbare Wärme. Dabei geht es zum Beispiel um grössere Neubau-Quartiere, welche nicht mehr mit Gas, sondern mit erneuerbaren Energien erschlossen werden sollen. Der ESB ist nun daran, die strategische Stossrichtung bzw. Wärmeenergie umzusetzen. Nachdem in der letzten Legislatur eher erneuerbarer Strom im Vordergrund stand, ist es in dieser Legislatur die Wärme. An den Wärmeverbund Battenberg können übrigens drei städtische Schulhäuser und eine KITA angeschlossen werden. Ausserdem trat anfangs Jahr der Energierichtplan in Kraft, der für den ESB bindend ist. Andere, wie die MÜVE oder die ARA halten sich freiwillig an diese Vorgaben. Ziel ist ganz klar, den Anteil erneuerbarer Wärmequellen mittelfristig zu erhöhen. Ich denke, die Stadt und der ESB sind auf sehr gutem Weg.

Nun möchte auch ich noch ein Datum bekannt geben: am 19. September ist beim ESB Tag der offenen Tür. Letztes Jahr wurden CHF 17,6 Mio. investiert. Ein Teil davon floss in die Standortzusammenlegung Rennweg und Gottstattstrasse. Nun arbeiten alle Angestellten an der Gottstattstrasse. Der Umbau ist sehr schön geworden. Die neuen Gebäude und die verschiedenen Dienstleistungen des ESB sollen nun der Bevölkerung näher gebracht werden. Die Stadtratsmitglieder werden dazu sicher auch eingeladen.

## **Vote**

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport de gestion 2014 d'Énergie Service Biel/Bienne et par la même occasion du rapport d'activités 2014 d'ESB, qui rend compte de la mise en œuvre de la stratégie de propriétaire d'ESB.

### **127. 20140281 Modification partielle de la réglementation fondamentale en matière de construction de la Ville de Bienne dans le secteur "Rue Karl-Neuhaus 3"**

**Bösch Andreas, GPK:** Im vorliegenden Bericht geht es um ein Gebäude an der Karl-Neuhaus-Strasse 3, das momentan in einer Zone für öffentliche Nutzung steht. Entgegen der vom Zonenplan erlaubten Nutzung befinden sich in diesem Gebäude aber 1842 auch Wohnungen. Um dem Rechnung zu tragen und den Verkauf des Gebäudes zu ermöglichen, soll nun der Zonenplan angepasst werden. In der neuen Zone sollen sowohl gewerbliche Nutzung als auch Wohnen zulässig sein. Der Stadtrat soll heute also die Teiländerung des Zonenplans beziehungsweise die entsprechende Botschaft an die Stimmbevölkerung genehmigen, denn Zonenplanänderungen liegen in deren Kompetenz. Das Gebäude an der Karl-Neuhaus-Strasse 3 ist im Besitz der Stiftung Charles Neuhaus. Im Erdgeschoss befindet sich ein Lagerraum für die Museen, im Obergeschoss hat es Wohnungen. Das Gebäude ist als schützenswert eingestuft. Jetzt muss es grundlegend saniert werden, was sehr aufwändige Arbeiten vor allem im Bereich des Fundaments mit sich

bringt. Als Ausstellungsraum ist diese Liegenschaft nicht geeignet und sie wurde auch nicht dafür gebraucht. Vor diesem Hintergrund macht ein Verkauf Sinn. Die Umzonung ist nötig und entspricht einer Anpassung an die Gegebenheiten. Seit 173 Jahren ist dieses Gebäude bewohnt. Eine allfällige Käuferschaft muss Rechtssicherheit haben. Deshalb soll das Gebäude neu in einer Mischzone stehen, in welcher mindestens 70% Wohnnutzung vorgeschrieben sind und eine nichtstörende gewerbliche Nutzung, das heisst Büros oder Ateliers, zulässig ist.

Der Stadtrat stimmt heute nicht über einen Verkauf ab. Das Gebäude gehört der Stiftung Charles Neuhaus. Er hat aber einen kleinen Einfluss auf den Verkauf, denn ohne Zonenplanänderung durch das Stimmvolk wäre eine grundlegende Sanierung dieses Gebäudes nicht möglich. Die Stiftung Charles Neuhaus stellte beim Selektionsverfahren für den Verkauf sicher, dass sie für dieses Gebäude eine Käuferschaft findet, die nicht nur das Geld für den Erwerb hat, sondern auch Absicht und Mittel für die umfangreichen Sanierungen des Gebäudes. Die Stiftung behält zudem ein Vorkaufsrecht, um zu vermeiden, dass das Gebäude zu einem Spekulationsobjekt wird. Aus Sicht der GPK sollte dieser Zonenplanänderung zugestimmt werden.

**Treu Hervé, PSR:** Je suis très attaché au hêtre, qui se trouve à côté de la maison en question. Cet arbre doit avoir 250 ans. Il est un des rares arbres protégés. Il est symbolique et se trouve à côté du Musée Neuhaus, à côté d'un terrain de jeux et près de la Promenade du Pasquart. Tout a été prévu pour préserver cet arbre. On m'a même assuré que cet arbre figure dans l'inventaire des objets protégés. J'en suis heureux, évidemment. Mais, lorsque des travaux sont effectués sur un bâtiment, il arrive facilement qu'un arbre soit un peu élagué, pour que le bâtiment soit fonctionnel. Lors des travaux d'amélioration des canalisations, les racines des plantes qui se trouvent autour seront certainement endommagées. Afin de préserver cette rareté botanique et afin de confirmer ce qui figure sur les plans (consultables au Département de l'urbanisme), sous le nom de "Botanisches Objekt 41", il faudrait maintenant préciser dans le permis de construire, qu'il doit être accordé qu'à la condition suivante: "*Aucun travail en relation avec la transformation de la maison ne doit porter atteinte à l'intégrité de ce hêtre (Botanisches Objekt 41).*" Je demande d'inscrire cette clause dans le permis de construire.

**Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts:** Le Groupe des Verts accepte la modification du règlement fondamental parce qu'elle permet d'assurer la protection du patrimoine bâti et du hêtre et d'autre part, de régulariser ce qui doit être un des plus vieux squats de Suisse.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Wie der GPK-Sprecher richtig erwähnt hat, geht es um eine Änderung der baurechtlichen Grundordnung, damit der von der Stiftung Charles Neuhaus angestrebte Verkauf der Liegenschaft realisiert werden kann. Der heutige Zustand soll legalisiert werden. Der Gemeinderat setzte sich mit der Frage auseinander, ob dieser Verkauf verhindert werden sollte. Mit Blick auf die Situation der Stiftung, den Zustand des Gebäudes und auf alternative Nutzungsmöglichkeiten kam er zum Schluss, dass es die beste Lösung wäre, wenn ein Liebhaber dieses Objekt kaufen und wieder in Stand stellen würde. Aufgrund ihrer jeweiligen finanziellen Situation können das weder die Stadt noch die Stiftung Charles Neuhaus.

Deshalb ist die Lösung mit einer vertrauenswürdigen Käuferschaft sicher richtig. Dazu dürfte es im Stadtrat auch keine Differenzen geben.

Nun zum erwähnten Baum: Ich zitiere aus einem Auszug aus dem Protokoll der Regierungsratssitzung vom 1. Juni 1950: *"Die sogenannte Neuhausbuche (Rotbuche) an der Karl-Neuhaus-Strasse in Biel wird dauernd unter Schutz des Staates gestellt und unter der Nr. 101B9 in das Verzeichnis der Naturdenkmäler aufgenommen. Es ist untersagt, ohne ausdrückliche Einwilligung der Forstdirektion des Kantons Bern den Baum zu fällen oder an ihm oder in seiner Umgebung irgendwelche Vorkehren zu treffen, durch die seine natürliche Entwicklung beeinträchtigt werden könnte, insbesondere in einer Entfernung von weniger als 15 m vom Stamm Bauten zu erstellen oder Grabungen vorzunehmen."* Herrn Treus Begehren sind also bereits in diesem Regierungsratsbeschluss festgehalten. Weiter geht es mit: *"Widerhandlungen werden mit Busse bis zu CHF 200.- oder mit Haft bis zu 3 Tagen bestraft."* Ich weiss nicht, wie hoch der heutige Ansatz ist, aber er dürfte sich noch etwas verschärft haben. Danach kommt noch eine wichtige Ziffer 3: *"Die unter Ziff. 2 verfüigten Eigentumsbeschränkungen sind auf den Grundbuchblättern Biel 1173, 1174 und 1176 unter dem Stichwort "Neuhausbuche" als staatlich geschütztes Naturdenkmal anzumerken."* Der Schutz dieser Buche ist also sogar im Grundbuch eingetragen, sie ist besser geschützt als einige Menschen. Es kann also nichts passieren. Zum Formellen, Herr Treu: Der Stadtrat kann keine Beschlüsse fassen über Auflagen in einer Baubewilligung. Das ist rechtlich nicht möglich. Vorliegend wäre es aber auch nicht nötig, weil der Schutzstatus dieser wirklich schönen Buche wie gesagt äusserst hoch ist. Meines Wissens ist sie der einzige Baum, der in Biel dieses Privileg geniesst.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Monsieur Treu, voulez-vous vraiment que le Conseil de ville vote sur votre proposition de clause dans le permis de construire?

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Damit bin ich nicht einverstanden. Der Stadtrat kann nur über zulässige Anträge beschliessen. Es ist ihm nicht möglich, in die Botschaft eine Auflage für die Baubewilligung aufzunehmen. Zulässig wäre aber beispielsweise ein Antrag, in der Botschaft diesen Baum explizit zu erwähnen.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** C'est un avis. Je ne le partage pas. Monsieur Treu, vous avez la parole. Vous pouvez proposer un amendement concret par rapport à la proposition du Conseil municipal ou son rejet pur.

**Treu Hervé, PSR:** Je suis très heureux de la lecture qu'a faite Monsieur Fehr de tous ces textes. Malgré tous les textes légaux, la nature a souvent payé cher. Ici, il s'agit d'un arbre historique pour la Ville de Bienne, un arbre même représentatif d'une qualité culturelle, qui est celle de la région des musées. Je demande au Conseil de ville de voter pour voir s'il partage ma préoccupation.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Monsieur Treu, ce vote n'aurait aucune influence sur le projet d'arrêté proposé. Si vous proposez un amendement concret par rapport à la proposition du Conseil municipal ou son rejet pur et simple, le Conseil de ville peut se prononcer sur cet amendement ou sur la demande de rejet. Si vous

ne faites ni l'un ni l'autre, le Conseil de ville va voter sur le projet d'arrêté du Conseil municipal.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Ich glaube, niemand will, dass dieser Baum gefällt wird. Jedenfalls habe ich kein derartiges Votum gehört. Anmerkungen im Grundbuch werden meines Wissens bei der Verschreibung sogar vorgelesen und erklärt. Meines Wissens ist der Kaufvertrag bereits unterschrieben. Das heisst, die Käuferschaft war beim Notar und wurde in Kenntnis gesetzt über den Grundbucheintrag zum Schutz dieser Buche. Mehr kann man nicht machen. Ich teile die Meinung des Stadtratspräsidenten, wonach der Stadtrat über die Frage, ob ihm dieser Baum wichtig sei, nicht abstimmen kann.

**Tennenbaum Ruth, Passerelle:** Herr Fehr hat ein gutes Angebot gemacht: er hat gesagt, im Botschaftstext könnte auf den Schutz dieses Baumes hingewiesen werden. Das würde niemandem schaden und die BürgerInnen wären informiert.

**Känzig Urs, Grüne:** Zur Beruhigung von Herrn Treu: Das fragliche Baugesuch wird über meinen Arbeitstisch gehen. Im Gesuch können Auflagen formuliert werden, was es zu beachten gilt, damit beispielsweise der Wurzelbereich nicht geschädigt wird. Ich kann das mit Herrn Treu anschauen.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Il n'y a pas de demande de rejet de la proposition du Conseil municipal ni une proposition formelle d'un amendement du projet d'arrêté. Nous passons donc au vote sur le projet d'arrêté.

**Bösch Andreas, Fraktion Grüne:** Die Botschaft hat ein neues Design. Sie enthält neu ein Kapitel "*Argumente für und gegen das Projekt*". Da es keine Gegnerschaft gibt, sollte der Stadtrat nun noch entscheiden, ob er dieses Kapitel streichen will oder ob nur Argumente für das Projekt aufgeführt werden sollen. Ich schlage vor, auf Seite 9 den Titel zu ändern. Neu soll er folgendermassen lauten: "Argumente des Stadtrates für das Projekt". Gestrichen werden müsste "und gegen".

## **Vote**

- sur la proposition de Monsieur Bösch

## **La proposition est acceptée.**

- sur le projet d'arrêté

Vu le rapport du Conseil municipal du 13 mai 2015 concernant la modification partielle de la réglementation fondamentale en matière de construction de la Ville de Bienne dans le secteur «Rue Karl-Neuhaus 3», et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

- I. Le Conseil de ville recommande aux ayants droit au vote biennois d'approuver le présent projet d'arrêté communal:

Vu le message du Conseil de ville du 1 juillet 2015 et s'appuyant sur l'art. 12, ch. 3, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), la Commune municipale de Bienne arrête:

1. La modification partielle de la réglementation fondamentale en matière de construction de la Ville de Bienne dans le secteur «Rue Karl-Neuhaus 3» est approuvée.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

- II. Le Conseil de ville approuve le projet de message aux ayants droit au vote biennois **avec des modifications**.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Il reste moins de dix interventions parlementaires à traiter sur l'ordre du jour. De ce fait, il n'y aura pas de séance demain soir.

## 128. Discours d'adieux

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Samantha Dunning est entrée au Conseil de ville le 1<sup>er</sup> avril 2010 comme membre du PSR. Elle en est devenue Vice-Présidente et plus tard, Co-Présidente. Elle est entrée à la Commission AGGLOlac le 1<sup>er</sup> février 2013. Les derniers souvenirs qui nous restent sont ses interventions comme membre de la Commission de gestion. Elle en est membre depuis novembre 2014. Je félicite Madame Dunning de cette fabuleuse carrière, qu'elle a faite en peu de temps. Elle nous a impressionnés par son engagement, notamment pour des questions de culture et souvent aussi pour des sujets de la jeunesse. Au nom du Conseil de ville, je remercie Madame Dunning de son travail pour la Ville de Bienne. Nous lui présentons tous nos vœux pour son avenir professionnel et personnel.

**Hamdaoui Mohamed, au nom du Groupe socialiste:** Le Groupe socialiste est triste de ton départ, même si nous en comprenons les raisons. Ton départ illustre un vrai problème, que connaissent les partis politiques et les sociétés locales, qui sont basées sur le bénévolat. C'est très facile de trouver des jeunes, mais lorsque ces jeunes arrivent à la trentaine, ils ont envie de prendre un peu de recul, de s'occuper davantage de la vie affective et de se consacrer davantage à la vie professionnelle. C'est tout à fait légitime. Mais de ce fait, cette classe d'âge est souvent sous-représentée dans les hémicycles et dans les sociétés. A mon avis, ce n'est pas une bonne chose. C'est une raison pour laquelle, le Groupe socialiste soutiendra prochainement ta motion Samantha, qui propose des postes de suppléants des membres du Conseil de ville. Peut-être que cela te permettra de prendre de l'air pour quelque temps, pour mieux revenir quelques mois plus tard. Le Groupe socialiste te souhaite énormément de succès.

**Dunning Samantha, PSR:** Quand j'ai commencé à siéger au Conseil de ville, je ne savais pas vraiment ce qui m'attendait. Mais j'étais très fière de pouvoir suivre les traces de mon père, plusieurs années après son départ du Conseil de ville. Au départ, j'étais un peu perdue et un peu timide. Mais depuis peu, j'ai pris de l'assurance, je m'épanouis, je m'éclate même. Bref, je me sens au Conseil de ville à ma place. En comparant le Conseil de ville au Grand Conseil, je me sens ici à la maison, en famille. Ici, nous nous connaissons tous plus ou moins. Et j'ai surtout ce sentiment, parce qu'ici, nous réussissons régulièrement à abattre les frontières entre les partis et à discuter de personne à personne, pour l'avenir de notre Ville. Malheureusement, avec les problèmes financiers les frontières réapparaissent de plus en plus et la politique de blocs, déjà présente au Grand Conseil, s'impose de plus en plus. Je vous souhaite de tout coeur, que cette convivialité plus présente auparavant réapparaisse au plus vite. N'empêche, malgré tout j'ai eu beaucoup de plaisir de travailler avec vous tous. Si je pars aujourd'hui, c'est à contrecoeur et c'est pour des raisons professionnelles. Mais, je resterai active à Bienne, parce que j'aime notre Ville. Je remercie mon groupe et tous mes collègues au Conseil de ville avec qui j'ai pu travailler aux seins des commissions ou en général pour les dossiers du Conseil de ville. J'aimerais aussi remercier le Conseil municipal et le personnel de l'Administration, qui sont toujours prêts à répondre à mes questions. Un grand merci au Secrétariat parlementaire, qui fournit un énorme travail pour nous soutenir dans notre tâche de Conseillers et Conseillères de ville.

**Suter Daniel, président du Conseil de ville:** Je vous souhaite une bonne rentrée dans vos foyers.



**129. Nouvelles interventions**

<b>20150227</b>	<b>Dringliche Interpellation Peter Bohnenblust, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU</b>	<b>BKS</b>
	Eigenmächtiges Handeln der Direktion Bildung, Kultur und Sport? Action arbitraire de la Direction de la formation, de la culture et du sport	
<b>20150228</b>	<b>Motion interpartis Pascal Bord, Groupe UDC/Les Confédérés, André Vuille, groupe PPB/PBD/PDC, Leonhard Cadetg, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU, Fred Schor, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU, Nathan Güntensperger, Fraktion GLP</b>	<b>MAI</b>
	Pour une gestion plus active de l'absentéisme Für ein verstärktes Absenzenmanagement	DFI
<b>20150229</b>	<b>Motion Martin Scherrer, Fraktion SVP/Die Eidgenossen</b>	<b>DSS</b>
	Zweckentfremdete Verwendung der Gelder aus dem Lastenausgleich durch den Gemeinderat Moyens de la compensation des charges détournés de leur affectation	FID, PRA
<b>20150230</b>	<b>Interpellation Lena Frank, Grüne</b>	<b>FID</b>
	Verkauf des Hirschensaals Vente de la Salle du Hirschen	
<b>20150231</b>	<b>Überparteiliches Postulat Dennis Briechle, GLP, Lena Frank, Grüne, Anna Tanner, SP</b>	<b>BEU</b>
	Abfalltrennung im öffentlichen Raum Triage des déchets dans le domaine public	DSS
<b>20150232</b>	<b>Kleine Anfrage Dennis Briechle, GLP</b>	<b>BEU</b>
	Neu benannte Strassen im Bözingenfeld Nouveaux noms de rues aux Champs-de-Boujean	PRA

**Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23:25 heures / Uhr**

---

**Le président du Conseil de ville / der Stadtratspräsident:**

Daniel Suter

**La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:**

Regula Klemmer

**Protokoll:**

Katrin Meister

Lilian Stähli

**Procès-verbal:**

Simone Bonjour

Claire-Lise Kirchhof